



LA STRATEGIE PETROLIERE CHINOISE EN AFRIQUE : QUEL AVENIR ?

**Mémoire de géopolitique
du chef de bataillon Jean-André CASANOVA
dans le cadre du séminaire Chine**

**Directeur : Monsieur Lionel Vairon
Professeur de géopolitique à l'Institut National des Langues Orientales
Chargé de mission à la Délégation aux Affaires Stratégiques**

Mars 2007

FICHE DOCUMENTAIRE

1. La stratégie pétrolière chinoise en Afrique : quel avenir ?
2. 2007_mémoire_géop_Stratégie pétrolière chinoise en Afrique_Casanova
3. Chef de bataillon, armée de Terre, CASANOVA Jean-André, France
4. 12 mars 2007
5. Division B – groupe B1
6. Mémoire de géopolitique
7. La Chine connaît un développement économique sans précédent dans l’histoire. Son taux de croissance lui impose une recherche active de matières premières à travers le monde. Alors qu’elle était dans les années quatre-vingt-dix un exportateur net de pétrole, la Chine est aujourd’hui le deuxième importateur mondial juste derrière les Etats-Unis. Si sa première source d’approvisionnement demeure le Moyen-Orient, l’Afrique occupe une place de plus en plus importante dans la politique menée par Pékin pour diversifier ses importations de pétrole. Mais l’irruption de la Chine sur le continent africain inquiète. Si certains dirigeants africains y voient la clé du développement économique, la stratégie pétrolière chinoise se heurte directement aux intérêts des grands consommateurs de pétrole, et notamment des Etats-Unis. Dès lors, la « course aux ressources » pourrait provoquer des phénomènes de tension particulièrement importants.
8. Chine, Afrique, Pétrole.

La stratégie pétrolière chinoise en Afrique : quel avenir ?

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE : L'AFRIQUE, LA TERRE PROMISE

L'Afrique, un terrain naturellement convoité

La Chine à la conquête du pétrole africain

DEUXIEME PARTIE : LES IMPLICATIONS DE LA STRATEGIE PETROLIERE CHINOISE EN AFRIQUE

Une nouvelle stratégie militaire et maritime chinoise

L'Afrique, terrain d'affrontement entre la Chine et les Occidentaux

La ruée chinoise vers l'or noir africain : une chance pour l'Afrique ?

INTRODUCTION

En 2006, les trois principaux dirigeants chinois, le Président Hu Jintao, le Premier ministre Wen Jiabao et le ministre des Affaires étrangères Li Zhaoxing se sont rendus en Afrique. Leur tournée africaine les a menés dans quinze pays africains (le Cap Vert, le Sénégal, le Mali, le Libéria, le Nigeria, la Libye, le Ghana, le Maroc, l’Egypte, le Congo, l’Angola, l’Afrique du Sud, la Tanzanie, l’Ouganda et le Kenya) afin de renforcer les liens diplomatiques et de signer des accords de coopération économique et technologique¹ (voir carte jointe en *annexe 1*).

A cela s’est ajoutée la publication le 12 janvier 2006 d’un *Document sur la politique chinoise à l’égard de l’Afrique* dans lequel sont évoqués les objectifs de leur coopération sur les plans politiques, économiques, militaire et culturel.

Mais ce nouvel essor des relations sino-africaines a surtout été marqué par la tenue du 3 au 5 novembre 2006 de la troisième édition du Forum de Coopération Chine-Afrique (FCCA)². La plus grande réunion diplomatique jamais organisée par Pékin, signe de l’importance que la quatrième économie mondiale accorde désormais au continent, s’est conclue par l’adoption d’une déclaration et d’un nouveau plan d’action pour la période 2007-2009, en vue de « *construire un nouveau type de partenariat stratégique sur la base de l’égalité politique, la confiance mutuelle, la coopération économique, le gagnant-gagnant et les échanges culturels* », selon les termes du président chinois. En marge du sommet, 16 accords commerciaux entre 12 entreprises chinoises et 10 pays africains ont été signés, pour une valeur de 1,9 milliards de dollars. On estime que le volume des échanges commerciaux entre la Chine et l’Afrique pourrait atteindre 100 milliards de dollars par an d’ici 2010.

¹ En 2004, le Président Hu Jintao s’était rendu en Algérie, au Gabon et au Nigeria, le Vice président Zeng Qinghong en Tunisie, au Togo, au Bénin et en Afrique du Sud et le Président de l’Assemblée populaire nationale Wu Bangguo au Kenya, au Zimbabwe, en Zambie et au Nigeria.

² Le premier Forum de Coopération Chine-Afrique s’est tenu à Pékin du 10 au 12 octobre 2000. Il a marqué officiellement la naissance d’un nouveau mécanisme de coopération multiple entre Beijing et le continent noir. Il s’est conclu par l’adoption de deux textes importants : la « Déclaration de Pékin du Forum de Coopération Chine-Afrique » et le « Programme de coopération sino-africaine pour le développement économique et social ».

Le second Forum de Coopération Chine-Afrique s’est tenu à Addis-Abeba les 25 et 26 novembre 2003. Il s’est conclu par l’adoption d’un plan d’action définissant les objectifs à atteindre et les mesures à prendre pour la période 2004-2006 dans les domaines politique, économique et sécuritaire.

Si respectivement 3 et 5 chefs d’Etat africains avaient fait le déplacement en 2000 et 2003, 35 se sont rendus à Pékin en 2006.

Si la Chine a manifesté son intérêt pour le continent africain dès les années cinquante, initialement d'un point de vue diplomatique, son engagement répond désormais à de véritables impératifs commerciaux, et notamment à la nécessité de trouver de nouvelles sources de pétrole à long terme. Même si aucun accord concernant l'or noir n'a été signé en novembre 2006, vraisemblablement pour ne pas éveiller les critiques des Occidentaux qui s'alarment de son appétit, la Chine a besoin du pétrole africain pour poursuivre son développement économique. Mais les pratiques chinoises inquiètent. Avec sa politique de « non ingérence » et de « respect mutuel », Pékin pose peu ou pas de conditions à ses relations avec des pays montrés du doigt en Occident tels que le Soudan et ignore totalement les exigences des grandes organisations internationales - comme la Banque mondiale - en matière de transparence financière. Il paraît alors légitime de s'interroger sur les implications de la stratégie pétrolière chinoise sur le continent africain.

Une chose est sûre : la Chine se comporte désormais en Afrique comme n'importe quelle autre puissance soucieuse de sécuriser ses approvisionnements en pétrole. Les conséquences de ce phénomène nouveau dépassent largement le contexte des relations sino-africaines. Car Pékin vient se heurter directement aux intérêts des pays occidentaux implantés de longue date sur le continent.

Dans un premier temps, nous essayerons de comprendre pourquoi et comment la Chine s'est lancée à la conquête du pétrole africain. Dans un deuxième temps, nous nous interrogerons sur les implications de la politique chinoise vis à vis des autres grands consommateurs de pétrole – en particulier les Etats-Unis – et sur son impact pour le développement de l'Afrique.

1/ L'AFRIQUE, LA TERRE PROMISE

La Chine est redevenue pays importateur net de pétrole en 1993³ et son degré de dépendance s'accroît rapidement. Deuxième pays consommateur de pétrole du monde

³ En 1957, la Chine importait 60 % de sa consommation pétrolière, avant de devenir elle-même exportatrice grâce à la politique de développement des ressources énergétiques menée dans les années soixante et soixante-dix. En 1985, ses exportations avaient atteint un pic de 6,21 millions de tonnes annuelles. Mais la croissance de la consommation due aux premiers effets des réformes économiques et à la stagnation de la production mit un terme à cette autonomie énergétique et en 1993, la Chine devint un importateur net de pétrole.

après les Etats-Unis, elle doit donc impérativement trouver de nouvelles zones productrices pour sécuriser ses approvisionnements. Tenant compte de l'instabilité au Moyen-Orient, c'est le continent africain – dont la production de pétrole a atteint 9,26 millions de barils par jour (Mb/j) en 2004, soit 11,4 % du total mondial - qui profite largement de la soif chinoise.

11/ L'Afrique, un terrain naturellement convoité

Le développement de la coopération sino-africaine connaît une forte croissance. Pour Pékin, l'Afrique est un important réservoir de pétrole. Pour le continent africain, la Chine est un partenaire commercial idéal qui refuse de s'immiscer dans les affaires intérieures de ses fournisseurs et qui leur apporte même un soutien politique.

111/ Un intérêt chinois pour l'Afrique dès la conférence de Bandung

Si l'expansion économique chinoise actuelle apporte de nouvelles dimensions aux relations sino-africaines, la Chine a manifesté son intérêt pour le continent africain dès les années cinquante (voir carte jointe en *annexe 2*).

Après la conférence de Bandung en 1955, la Chine soutient le processus de décolonisation. Les relations étroites qu'elle entretient avec l'Egypte et l'Algérie s'inscrivent dans une logique idéologique et anti-impérialiste⁴. Plus tard, dans le cadre de la rivalité sino-soviétique croissante, alors que l'URSS se lance dans la « coexistence pacifique »⁵, la Chine soutient militairement et financièrement des mouvements de libération nationale comme l'UNITA⁶ en Angola et le FRELIMO⁷ au Mozambique. Malgré son isolement sur la scène internationale dans les années soixante et soixante-dix⁸, la Chine continue à entretenir de bonnes relations avec des pays comme le Congo Brazzaville, la Guinée, Maurice, le Mali, la Somalie, la Tanzanie et la Zambie. Symbole

⁴ La Chine a établi des relations diplomatiques avec l'Egypte le 30 mai 1956. Elle a également été le premier pays non arabe à reconnaître le gouvernement provisoire d'Algérie, créé en septembre 1958.

⁵ A cette époque, l'URSS place la paix et le désarmement au premier plan de sa politique extérieure.

⁶ UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola) : organisation de lutte armée contre le gouvernement angolais créée par Jonas Savimbi en 1965.

⁷ FRELIMO (Front de libération du Mozambique) : mouvement nationaliste de lutte armée contre la tutelle portugaise créée par Eduardo Mondlane en 1962.

⁸ La posture systématique de la Chine à l'encontre des intérêts de l'URSS et des pays occidentaux limite ses ambitions en Afrique ; Pékin s'éloigne de pays proches de l'URSS et des Etats-Unis comme la Tunisie, le Kenya ou la République centrafricaine.

de ce rapprochement, la Chine réalise la construction du fameux chemin de fer « Tanzam » reliant la Zambie et ses mines à la Tanzanie. Si en 1971, Pékin obtient l'un des cinq sièges permanents du Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU), c'est notamment grâce au soutien des pays africains⁹. De nouveaux Etats vont alors bénéficier de l'aide chinoise : le Bénin, le Nigeria, le Sénégal... Au début des années quatre-vingts, la Chine se rapproche également de pays comme l'Ethiopie, le Lesotho, la Libye et soutient le mouvement anti-apartheid. A cette époque, quarante-quatre Etats africains ont des relations diplomatiques avec Pékin.

Pendant de nombreuses années, la Chine a donc cultivé sa différence en Afrique. Elle a développé le mythe de l'appartenance commune au monde des pays pauvres en lutte contre les oppresseurs colonialistes et néocolonialistes. Elle a réussi à inspirer idéologiquement nombre de mouvements de libération nationale et de pays nouvellement indépendants, et sa coopération a aussi tenté de reproduire en Afrique son modèle de développement particulier.

Toutefois, ces dernières années, la mutation économique chinoise, sa rivalité avec Taiwan mais surtout sa soif pétrolière ont donné un nouvel essor aux relations sino-africaines si bien que la relation Chine-Afrique a peu à peu perdu de sa spécificité. Une inflexion très nette est perceptible depuis la fin des années quatre-vingt-dix dans le sens d'une aide au développement marquée par les préoccupations énergétiques croissantes de Pékin. Si l'Afrique bénéficie toujours d'une priorité, l'accent a été mis plus particulièrement sur les pays disposant de fortes ressources en hydrocarbures, qu'il s'agisse du Soudan, de l'Angola et du Nigeria.

La quatrième économie mondiale se comporte désormais comme n'importe quelle autre puissance soucieuse de réduire sa dépendance pétrolière et notamment vis à vis du Moyen-Orient, une région instable sous influence américaine.

112/ La dépendance pétrolière chinoise : une préoccupation majeure pour Pékin

Le début des années 2000 marque une rupture profonde dans la consommation d'énergie chinoise avec une croissance soutenue de plus de 8 % par an de la consommation pétrolière. Celle ci atteint les 6,0 Mb/j en 2004 soit plus de 20 % de la consommation primaire.

⁹ Sur les 76 votes obtenus lors de l'assemblée générale, 26 proviennent de pays africains.

Cette hausse est liée à l'augmentation du parc automobile (particulier et utilitaire), au développement de l'industrie pétrochimique et aux graves pénuries d'électricité qui ont conduit à développer l'utilisation de générateurs d'électricité au fioul. Elle s'explique également par une mauvaise efficacité énergétique ; pour une unité de PIB produite, on calcule que l'Europe consomme 13 tonnes équivalent pétrole, les Etats-Unis 20 et la Chine 69.

Ainsi, la consommation de pétrole en Chine est passée de 2,12 millions de barils par jour (Mb/j) en 1990 à 3,95 Mb/j en 1999. Si les tendances observées ces dernières années en matière de consommation pétrolière se poursuivent, la demande de pétrole brut de la Chine pourrait être de 7,9 Mb/j en 2010, de 10,6 Mb/j en 2020 et de 13,3 Mb/j en 2030 selon l'Agence Internationale de l'Energie (AIE)¹⁰.

Or, quelles que soient les évolutions de la consommation pétrolière, on peut aujourd'hui raisonnablement faire l'hypothèse que la croissance de la production pétrolière chinoise ne sera pas en mesure de compenser celle de la demande. Les réserves du pays (voir carte jointe en *annexe 3*) ne sont pas négligeables (de l'ordre de 27,3 Gb fin 2003) mais la production¹¹ semble avoir atteint un plateau au début des années 2000 (3,5 Mb/j en 2004). La *planche n°1* donne l'évolution de la consommation et de la production de pétrole de la Chine entre 1980 et 2004.

A long terme, cette production aura donc tendance à décliner, augmentant d'autant les importations. Selon l'AIE, le degré de dépendance externe de la Chine pourrait ainsi atteindre 68 % en 2020 contre 40 % actuellement et 74 % en 2030.

Finalement, alors qu'elle était dans les années quatre-vingt-dix un exportateur net de pétrole, la Chine est aujourd'hui avec plus de 2,6 Mb/j le deuxième importateur mondial¹².

La dépendance pétrolière est donc devenue une préoccupation majeure pour Pékin. Et en l'absence de solution alternative endogène (charbon, gaz naturel)¹³, la Chine joue la carte des importations.

¹⁰ BOUSSENA Sadek et LOCATELLI Catherine, « Les enjeux de la dépendance pétrolière de la Chine », *L'économie mondiale 2007*, avril 2006.

¹¹ L'essentiel de la production pétrolière vient des champs de Daqing, Shengli et Liaohe situés dans le Nord-Est du pays. Mais leur part dans la production totale chinoise diminue progressivement, en valeur relative comme en valeur absolue, au profit des gisements du Xinjiang (bassin du Tarim), de l'offshore en mer de Chine qui représente désormais 15 % ainsi que de nouveaux projets de développement qui montent en puissance (bassin du Xinjiang à proximité du désert du Taklamakan) et devraient prendre le relais pour tenter de maintenir au moins la production autour du niveau actuel dans l'avenir.

¹² BOUSSENA Sadek et LOCATELLI Catherine, *op. cit.*

La dépendance pétrolière chinoise

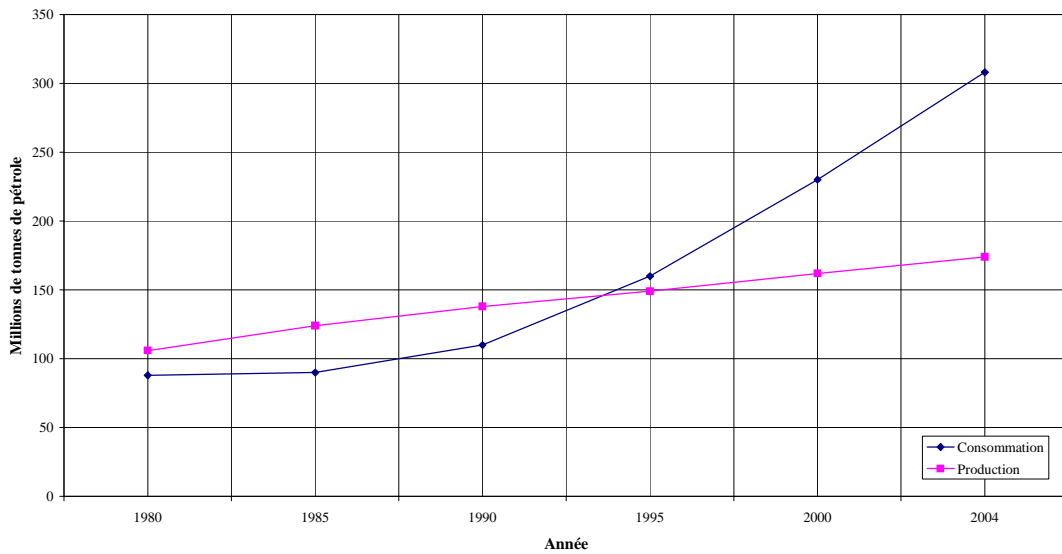


Planche n°1

113/ L'Afrique, une cible privilégiée

Le développement des importations pétrolières s'accélère de façon surprenante. Les importations qui représentaient 27 % du total de la consommation de pétrole en 1999 puis 37 % en 2002 atteignent 40 % en 2006. Le choix de cette solution – plus rapide et sans doute moins coûteuse que des investissements directs sur le territoire – a porté la Chine au deuxième rang mondial des pays importateurs de pétrole, juste après les Etats-Unis et devant le Japon.

Dans ce contexte, la diversification des fournisseurs est devenue une obligation compte tenu de l'augmentation de la consommation pétrolière, de la raréfaction des réserves des fournisseurs traditionnels (comme l'Indonésie) et de la vulnérabilité à une interruption ou à une perturbation des importations.

La Chine souhaite avant tout réduire sa dépendance à l'égard du Moyen-Orient, une région instable et dans laquelle son influence est d'autant plus faible que depuis leur intervention en Irak en 2003, les Etats-Unis ont parachevé leur contrôle sur l'ensemble des pays de la région à l'exception de l'Iran. Or, le brut « moyen-oriental » représentait 47 % des importations chinoises d'hydrocarbures en 2005 et sa part pourrait atteindre 70 % en 2015. De plus, au-delà des facteurs d'ordre politique, des contraintes

¹³ Le charbon, actuellement la ressource dominante (64 % de la consommation énergétique), pose de graves problèmes de sécurité, d'environnement et d'engorgement des transports. Le gaz naturel ne représente que 3 % de la consommation énergétique globale, mais les perspectives restent limitées.

techniques sont apparues : une partie du pétrole du Moyen-Orient est lourdement chargé en sulfures, ce qui exige certaines installations de raffinage dont la Chine ne peut indéfiniment augmenter la capacité, à moins d'investir massivement dans le renouvellement de ses raffineries.

Pékin s'efforce donc de diversifier ses approvisionnements d'une part en tentant d'accéder aux ressources dans sa proximité immédiate, dont le transport serait plus aisé et moins sujet aux aléas de la politique internationale (Asie centrale et Russie), et d'autre part en se lançant pour la première fois à la recherche de nouveaux fournisseurs dans des régions jusque-là négligées, en particulier l'Amérique du Sud et surtout l'Afrique (voir carte jointe en *annexe 4*). Le *tableau n°1* donne la liste des principaux fournisseurs de la Chine en 2004.

Origines des importations pétrolières chinoises en 2004

Pays	Pourcentage
Arabie Saoudite	15,6 %
Iran	15,0 %
Oman	11,3 %
Angola	9,0 %
Soudan	7,7 %
Yémen	5,2 %
Russie	4,5 %
Indonésie	4,0 %
Malaisie	2,3 %
Guinée	2,2 %
Congo	1,5 %
Gabon	1,2 %
Cameroun	1,1 %
Algérie	0,75 %
Nigeria	0,6 %
Egypte	0,3 %

Source : LAFARGUE François, *Demain, la guerre du feu, Etats-Unis et Chine à la Conquête de l'énergie*, Ellipses, Paris, 2006, p. 74.

Tableau n°1

Les gisements de la mer Caspienne s'avérant décevant¹⁴, l'Amérique Latine restant malgré tout une chasse gardée historique des Etats-Unis et une propriété quasi exclusive des *majors* américaines, l'Afrique permet donc à la Chine de réduire sa dépendance à l'égard des Etats du Golfe et de limiter ainsi ses fragilités géostratégiques liées à la présence militaire américaine massive au Moyen-Orient.

Le continent, qui détient 8,09 % des réserves mondiales de pétrole (voir carte jointe en *annexe 5*), offre 11,4 % de la production mondiale¹⁵. En outre, en dehors de l'Algérie, de la Libye, du Nigeria et de l'Angola¹⁶, les Etats africains ne sont pas membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP). L'Afrique offre les dernières réserves relevant du segment concurrentiel de l'industrie pétrolière mondiale. En effet, la plupart des autres principaux pays producteurs (Moyen-Orient, Venezuela, Mexique, Russie) ne s'ouvrent guère aux investisseurs étrangers car les principales ressources sont contrôlées par des compagnies nationales¹⁷.

Aujourd'hui, Pékin a parfaitement réussi à s'imposer dans le secteur des hydrocarbures en Afrique. Le continent représente 25 % de son approvisionnement pétrolier, contre 15 % au milieu de la décennie 1980. Le *tableau n°2* donne la liste des pays africains possédant des réserves prouvées de pétrole en 2005. La Chine a déjà signé des contrats pétroliers avec la majorité d'entre eux.

¹⁴ Les gisements de la mer Caspienne ne représentent - selon des estimations toujours contradictoires - qu'entre 2 % à 4 % des réserves mondiales.

¹⁵ La Libye, le Nigeria et l'Angola détiennent 90 % des réserves du continent. Mais les prospections en Guinée Equatoriale s'avèrent encourageantes.

¹⁶ L'Angola a adhéré à l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole en 2006.

¹⁷ FAVENNEC J. et COPINSCHI Ph. : « Les nouveaux enjeux pétroliers en Afrique », *Politique africaine*, n° 89, 2003, p. 127-148.

Réserves prouvées de pétrole en Afrique en 2005
(les pays surlignés en rouge ont signé des contrats pétroliers avec la Chine)

Pays	Pétrole (en milliards de barils)
Algérie	11,350
Angola	5,412
Bénin	0,008
Cameroun	0,400
Tchad	1,500
Congo (Brazzaville)	1,506
Congo (Kinshasa)	0,187
Côte d'Ivoire	0,100
Egypte	3,700
Guinée Equatoriale	0,012
Ethiopie	0,0004
Gabon	2,499
Ghana	0,017
Libye	39,126
Maroc	0,001
Nigeria	35,876
Afrique du Sud	0,016
Soudan	0,563
Tunisie	0,308
Afrique	102,580

Source : HURST Cindy, « China's oil rush in Africa », *Energy Security*, juillet 2006, p. 6.

Tableau n°2

12/ La Chine à la conquête du pétrole africain

Pour trouver de nouvelles sources d'approvisionnement en pétrole sur le continent africain, Pékin mène une politique tous azimuts.

121/ Les termes de l'échange

La stratégie pétrolière de la Chine est multidimensionnelle : elle se déploie dans les domaines diplomatiques et politiques aussi bien qu'économiques et militaires. Le pragmatisme et la « non-ingérence » en constituent les fils conducteurs. Contrairement à

la politique de conditionnalité des pays occidentaux et des grands bailleurs de fonds comme le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, la Chine ne lie pas ses aides et ses investissements à des conditions politiques. En fait, Pékin maintient sa ligne historique, issue de Bandung, qui repose sur le principe de la non-intervention dans les affaires intérieures des autres Etats¹⁸ et qui doit être déconnectée du problème des droits de l'homme.

1211/ La reconnaissance d'une seule Chine

La seule condition politique imposée concerne les affaires chinoises. En effet, Pékin exige de ses partenaires africains la reconnaissance d'une seule Chine pour entretenir des relations. Le document de présentation de la politique africaine de la Chine précise de manière ferme que « *le principe d'une seule Chine constitue le fondement politique pour le développement des relations de la Chine avec les Etats africains et les organisations régionales* ». Le continent africain reste donc le théâtre de l'affrontement diplomatique avec Taiwan.

1212/ Une aide économique et technique

La percée chinoise en Afrique s'accompagne d'un effort financier important en matière d'aide au développement. Pékin se propose, en échange de contrats pétroliers à long terme et de tarifs préférentiels, de construire chez ses fournisseurs en pétrole des infrastructures routières, ferroviaires ou hydrauliques.

Les relations entre la Chine et l'Angola sont exemplaires à cet égard. En octobre 2004, Pékin a obtenu le droit d'acquérir une participation de 50 % dans un gisement de brut, le bloc 18, détenu auparavant par le pétrolier Shell. Cette concession avait été cédée à la société indienne ONCG Videsh pour un montant de 620 millions de dollars, avant que le gouvernement angolais ne fasse jouer son droit de préemption. Pour remporter ce contrat, la Chine est parvenue à évincer l'Inde en proposant une aide financière de 2 milliards de dollars au gouvernement de Luanda, alors que la proposition indienne n'était que de 200 millions de dollars. La Chine s'est également engagée à rénover la ligne ferroviaire CFB (Chemin de Fer de Benguela) entre Lobito et

¹⁸ La colonisation a engendré un profond sentiment d'humiliation pour des générations de Chinois.

la région du Shaba au Congo Zaïre. Pour le moment une vingtaine de projets d'infrastructure sont en cours dont la construction de plusieurs milliers de logements.

1213/ Un appui diplomatique et militaire

La Chine se sert de sa place éminente à l'Organisation des Nations-Unies (ONU) pour soutenir politiquement ses fournisseurs d'hydrocarbures. Le soutien chinois est d'autant plus précieux que ces pays sont souvent sanctionnés par les Nations unies pour violation des obligations internationales. Pékin attend, en contrepartie, des conditions préférentielles à la coopération dans le domaine pétrolier. Ainsi, lors de la crise au Darfour en 2004¹⁹, la Chine s'est abstenue du vote sur la résolution 1564 du Conseil de Sécurité de l'ONU au sujet de l'embargo sur les armes à destination du Soudan, après avoir menacé d'utiliser son droit de veto. En outre, en avril 2002, la Chine a officiellement apporté son soutien à la candidature du Nigeria pour un siège de membre permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU. Le droit d'accéder au marché et aux ressources pétrolières du pays était à ce prix.

La stratégie pétrolière chinoise et la coopération militaire sino-africaine sont également étroitement liées. La Chine maintient souvent des relations militaires avec ses fournisseurs de pétrole. Les cas du Soudan et du Nigeria sont révélateurs. Pékin a fourni d'importantes quantités d'armes à Khartoum dans les années quatre-vingt-dix, précisément dans la période où le Greater Nile Petroleum Corporation (GNPC)²⁰ a commencé à exploiter les gisements pétroliers de Muglad dans le sud du pays. En 1995, lorsque le Nigeria a été isolé et sanctionné par la communauté internationale après des élections frauduleuses, la Chine a continué à lui vendre des armes, malgré une forte pression occidentale.

¹⁹ Le conflit du Darfour oppose le gouvernement de Khartoum, par milices arabes Janjawid interposées, aux populations musulmanes négro-africaines de cette région située dans l'ouest du Soudan et frontalière du Tchad.

²⁰ Le consortium international Greater Nile Petroleum Corporation (GNPC) a vu le jour en 1997. Il regroupe la compagnie chinoise China National Petroleum Corporation (CNPC, 40% des parts), la compagnie malaisienne Petronas (30%), la compagnie canadienne Talisman (25%), et l'entreprise d'Etat soudanaise Sudapet (5%). Le GNPC a construit des oléoducs et exploite les champs pétroliers de Muglad au sud du Soudan.

122/ Une stratégie tous azimuts

La Chine a commencé son implantation pétrolière dans des Etats en délicatesse avec la communauté internationale, au Soudan, en Libye et en Angola.

La deuxième démarche des sociétés chinoises a consisté à mener des recherches géologiques dans des zones moins convoitées et pour le moment avec un certain succès. La Chine ne néglige aucun fournisseur potentiel. Sinopec²¹ a ainsi entrepris des prospections au Niger, en Mauritanie, mais également au Mali et au Sénégal.

Très rapidement, Pékin a souhaité élargir sa prospection pétrolière à l'ensemble de l'Afrique, en particulier dans le golfe de Guinée (Gabon, Guinée Equatoriale, Nigeria, Congo Brazzaville) (voir carte jointe en *annexe 6*).

1221/ En Angola, une relation déjà ancienne

Jusqu'en 1992, l'Angola était l'unique fournisseur africain de la Chine en hydrocarbures, mais dans des proportions modérées. Ce n'est qu'à partir de 1993 que les livraisons en provenance de ce pays ont augmenté de façon importante.

En 2004, le Premier ministre chinois Wen Jiabao, s'est rendu en Angola, deuxième plus gros producteur de pétrole d'Afrique noire, avec une production qui devrait atteindre 1 Mb/j. A cette occasion, la Chine a accordé un prêt de deux milliards de dollars pour la réfection de la plus longue voie ferrée du pays (1300 km) reliant le port de Lobito à Lubumbashi, au Congo (voir carte en *annexe 5*). Pourtant, l'amont pétrolier angolais est largement dominé par les sociétés occidentales, principalement américaines. Ces dernières y ont investi des sommes considérables, à la suite du réalignement de l'ancien gouvernement marxiste de l'ex-leader du MPLA²², José Eduardo Dos Santos, sur le dogme de l'orthodoxie libérale. Mais ce virage à 180 degrés du président angolais n'a pas mis un terme aux bonnes relations qu'il entretenait avec la Chine depuis la guerre post indépendance, notamment contre l'UNITA. L'Angola était ainsi le cinquième fournisseur de la Chine en 1999 et le troisième en 2003. La visite

²¹ Le secteur des hydrocarbures a subi une profonde réorganisation au cours de la dernière décennie afin de devenir plus efficace sur le plan national et plus compétitif sur le plan international. Les trois principales compagnies pétrolières d'Etat chinoises sont la *China National Petroleum Corporation* (CNPC) et la *China Petrochemical Corporation* (Sinopec) pour la production onshore et la *China National Offshore Oil Corporation* (CNOOC) pour la production offshore. La CNPC est davantage orientée vers la production du brut et Sinopec vers le raffinage.

²² MPLA (Mouvement Populaire de Libération de l'Angola) : crée en 1956

début mars 2005 du vice-Premier ministre chinois, Zeng Peiyang, a concrétisé les liens énergétiques entre les deux pays. Outre un accord à long terme de fourniture pétrolière entre la société nationale angolaise Sonangol et Sinopec, les deux compagnies ont signé un accord d'exploration commune sur un bloc ainsi qu'un projet d'étude pour la réalisation d'une nouvelle raffinerie dans le pays. D'autres accords ont été signés dans les télécoms, mais aussi en matière d'aide au développement, notamment pour l'octroi de crédits concessionnels qui permettent à la Chine de conforter ses intérêts énergétiques sur la durée et à l'Angola de préserver sa gestion très particulière des revenus pétroliers en lui évitant de traiter avec les bailleurs de fonds.

1222/ Au Soudan

La Chine est fortement implantée au Soudan. 40 % du gisement d'Heglig, situé dans le sud du pays, est sous le contrôle des compagnies chinoises qui se sont également impliquées dans l'oléoduc de 1506 km de long, reliant le bassin du Melut à Port-Soudan, ainsi que dans la construction d'une raffinerie (voir carte jointe en *annexe 5*). Le Soudan devrait assurer à lui seul 7 % des importations de brut de Pékin en 2005. Cela explique pour certains observateurs l'opposition de la Chine aux sanctions, prévues fin 2004, par le Conseil de Sécurité de l'ONU, contre le gouvernement de Khartoum.

Cette présence chinoise au Soudan est ancienne. Elle date de 1997, lorsque CNPC s'est associée avec l'entreprise malaisienne Petronas, la canadienne Talisman et la Sudapet, entreprise d'État pétrolière représentant le gouvernement soudanais, en vue d'explorer, exploiter et transporter par oléoduc le pétrole du bassin de Muglad, situé au centre du Sud Soudan. Ce projet a bénéficié du soutien de Khartoum, qui était alors au ban des nations pour son soutien supposé au terrorisme international. La participation chinoise au projet s'élève à 40 %, celle de Petronas, Talisman et Sudapet respectivement à 30 %, 25 % et 5 %. La présence chinoise au Soudan est d'autant plus importante que le projet Muglad représente l'une des toutes premières acquisitions de pétrole en propriété par la Chine hors de ses frontières. En outre, le rendement des puits pourrait être bien supérieur aux estimations initiales. Ainsi, le bloc n°6 - opéré par la Zhongyuan Petroleum Corporation, filiale de Sinopec, l'autre grande compagnie chinoise également présente dans le pays - génère déjà à lui seul 200 000 b/j en 2000.

Le projet soudanais se révèle être une très bonne opération pour la Chine.

1223/ Au Nigeria : la politique des petits pas de Pékin

Les relations entre le Nigeria et la Chine remontent déjà à quelques années. Après avoir fermement soutenu le régime du général Sani Abacha, alors au ban des nations suite à la pendaison du leader ogoni Ken Saro Wiwa, Li Peng, en sa qualité de Premier ministre chinois et d'expert en énergie, a effectué une visite spéciale au Nigeria en 1997 pour négocier des projets de coopération pétrolière. Deux protocoles d'accord sino-nigériens relatifs à la prospection chinoise dans le bassin du Tchad et dans le delta du Niger ont suivi, en 1997 et 1998. Par la suite, le ministre chinois des Affaires étrangères, Tang Jiaxuan, s'est rendu à Abuja, en janvier 2000, afin de mener à bien l'achat de pétrole brut nigérian. En contrepartie, la Chine s'est engagée dans divers projets locaux, notamment la remise en état des chemins de fer nigériens. D'un point de vue politique, ces projets permettent d'asseoir les intérêts chinois à plus long terme. Cette stratégie n'est pas nouvelle puisqu'elle a toujours été celle des puissances occidentales en Afrique et ailleurs dans le monde en développement.

Tout est fait pour pouvoir accéder au marché et aux ressources du Nigeria. Lors de la visite d'Etat du Président Jiang Zemin à Abuja, du 14 au 16 avril 2002, la Chine a confirmé son engagement en faveur du Nigeria dans ses ambitions onusiennes²³. En contrepartie, « Pékin est encouragé et soutenu dans sa participation à l'exploitation des hydrocarbures au Nigeria »²⁴. Cette visite d'un président chinois au Nigeria constituait une première depuis l'instauration des relations diplomatiques entre les deux pays depuis 1971. Seul le pétrole justifie ce nouvel intérêt.

Lentement mais sûrement, la Chine négocie des accords qui confortent sa position, y compris au sein d'une chasse gardée des compagnies occidentales comme le Nigeria. Le pays reste le premier producteur d'Afrique et le sixième ou septième exportateur mondial de brut, selon les années. Il dispose notamment d'une grande marge de progression en matière de production du fait des investissements réalisés ces dernières années par la Nigerian National Petroleum Company (NNPC), la compagnie nationale nigérienne, et par les compagnies occidentales dans le cadre de leur *joint ventures*.

Ainsi début mai 2004, la NNPC a conclu un accord pour la fourniture à la Chine de 50000 b/j. Dix jours plus tard, le 20 mai, le vice-Premier ministre chinois Wei Jianguo, en visite à Abuja, au siège de la NNPC, a annoncé que la Chine investirait 500

²³ Article 9 du communiqué conjoint sino-nigérian.

²⁴ Article 2 du communiqué conjoint sino-nigérian.

millions de dollars dans le développement du secteur pétrolier au Nigeria, en plus d'un projet de formation de techniciens du pétrole nigériens. A cette occasion, Wei Jianguo a exprimé l'intérêt de Pékin pour le développement de champs marginaux au Nigeria, en partenariat avec la NNPC, confirmant par ailleurs l'intention de la Chine de participer aux prochains appels d'offres pour l'attribution de blocs dans l'offshore profond nigérien en 2005. Progressivement, la Chine est en passe d'acquiescer au Nigeria, ce qui lui fait le plus défaut aujourd'hui en règle générale, des droits de propriété et d'exploitation sur les gisements d'hydrocarbures qui sont beaucoup plus fiables que les accords de fourniture conclus jusqu'alors, ces derniers pouvant être facilement dénoncés avec ou sans pression extérieure.

Un premier accord d'exploitation conjointe a du reste été signé dès décembre 2004 entre la Sinopec et la NDPC²⁵ sur les blocs 64 et 66, dans l'offshore profond du golfe de Guinée. En juillet 2005, la CNOOC et la NNPC ont signé un contrat de 800 millions de dollars qui garantit à Pékin la fourniture par le Nigeria de 30000 b/j pendant un an. Plus récemment, un accord important signé par le Président chinois Hu Jintao prévoit que la CNPC ait la priorité sur quatre blocs pétroliers en échange d'un investissement de 4 milliards de dollars en matière d'infrastructures. La visite officielle en Chine effectuée par le Président Obasanjo, en avril 2005, illustre la pérennité des bonnes relations nouées entre les deux Etats et plus généralement l'intérêt croissant de Pékin pour les pays « utiles » du monde en développement.

Depuis deux ans, à force de patience et grâce à sa souplesse diplomatique, la Chine est parvenue à s'insérer sur le marché pétrolier du Nigeria, un marché déjà très concurrencé et quasi-totalement monopolisé par les Occidentaux.

1224/ Ailleurs en Afrique

Et l'intérêt de la Chine pour le pétrole africain se confirme. Les compagnies pétrolières chinoises cherchent à s'implanter un peu partout.

En Algérie, l'offensive chinoise date de 2002. En octobre, la CNPC a emporté un contrat de développement du gisement pétrolier de Zarzaitine dans le Sud-Ouest algérien d'un montant de 525 millions de dollars. Elle a ensuite investi 250 millions de dollars dans la construction en 2004 de la raffinerie d'Adrar, d'une capacité de 600 000

²⁵ La NDPC est la filiale de la compagnie nationale nigérienne NNPC en charge de l'exploration production.

tonnes par an, en association avec Sonatrach. Solar Chine, filiale de la CNPC, sera chargée de son exploitation pendant vingt ans. Il s'agit du troisième contrat d'envergure décroché par le groupe chinois après l'obtention de deux blocs de production en Algérie pour un investissement global de 20 millions de dollars. Sinopec s'est également associée avec Sonatrach pour l'exploration de deux blocs dans le bassin de Oued Miya dans le Sud, avec un engagement financier frisant les 20 millions de dollars.

Le ralliement du Gabon est le fruit d'une longue patience. En effet, malgré d'importantes réserves prouvées et une amitié exceptionnelle entre les deux pays – le Président gabonais, Omar Bongo, est le chef d'Etat africain le plus souvent invité à Pékin –, la Chine n'avait jamais pu accéder aux ressources pétrolières gabonaises. En février 2004, lors de la tournée africaine du Président Hu Jintao, le ministère du pétrole gabonais a signé un accord d'évaluation technique portant sur trois blocs terrestres situés à l'est de Port-Gentil. De plus, grâce à la signature d'un accord économique bilatéral, du brut gabonais va enfin commencer à être livré à la Chine. La signature de ces accords intervient alors que le Gabon connaît de graves difficultés ; ses exportations pétrolières ont diminué d'un tiers en six ans.

La situation du Gabon contraste avec celle du Congo Brazzaville, dont le président Denis Sassou N'Guesso est lui aussi un hôte fréquent de Pékin. Le pays a commencé relativement tôt à fournir du pétrole à la Chine. En mai 2004, le vice-ministre chinois du Commerce a conclu un contrat pour l'achat d'un million de tonnes de brut par an, soit 10 % de la production du pays. Selon les accords passés, Pékin pourrait aussi intervenir désormais dans la production et le raffinage.

Enfin, à Malabo, en Guinée Equatoriale, les Chinois tentent de récupérer quelques-uns des blocs qui doivent être cédés par le gouvernement guinéen, malgré le contrôle des Etats-Unis, qui ont fait de ce nouveau venu sur le marché du pétrole une chasse gardée pour leurs entreprises pétrolières.

La poursuite du développement économique est une priorité pour la Chine car il conditionne fortement la stabilisation de sa situation interne. Or, l'énorme carence en hydrocarbures du pays pourrait freiner la croissance et ainsi remettre en cause le vieux

rêve chinois d'être un « État fort ». Pékin doit donc impérativement diversifier ses importations pour sécuriser ses approvisionnements.

Dans ce cadre, la stratégie pétrolière menée par la Chine en Afrique porte ses fruits ; Pékin est devenu le deuxième importateur de pétrole du continent, après les Etats-Unis. Ce phénomène est tout à fait nouveau et ses conséquences dépassent le contexte sino-africain.

2/ LES IMPLICATIONS DE LA STRATEGIE PETROLIERE CHINOISE EN AFRIQUE

La politique africaine de la Chine a pour objectif principal d'assurer son approvisionnement pétrolier. Mais elle se heurte aux intérêts des pays occidentaux – en particulier les Etats-Unis – sur le continent mais également dans l'océan Indien. En outre, elle influe directement sur le développement de ses partenaires africains.

21/ Une nouvelle stratégie militaire et maritime chinoise

La dépendance de la Chine vis à vis des importations de pétrole africain - qui doivent nécessairement emprunter des voies maritimes difficiles à contrôler - affecte les projets militaires chinois.

211/ Le développement de la puissance navale

Assurer son approvisionnement n'est pas la seule préoccupation de la Chine en matière de pétrole. A cela s'ajoute la question de la sécurisation des voies maritimes empruntées pour les importations d'or noir, en provenance d'Afrique notamment. Car il est vital pour Pékin - afin de poursuivre son développement économique - de réduire les risques de rupture de ses approvisionnements en hydrocarbures.

En 2002, 93 % du pétrole importé par la Chine l'a été par mer (dont une toute petite partie par des tankers chinois). En conséquence, 60 % de son pétrole transite aujourd'hui par le détroit de Malacca²⁶. Ce point de passage obligé situé entre l'Indonésie et la Malaisie conditionne le passage entre l'océan Indien et le Sud de la mer de Chine. Il constitue un point d'étranglement majeur des voies d'approvisionnement en

²⁶ BOUSSENA Sadek et LOCATELLI Catherine, *op. cit.*

pétrole de Pékin, notamment en provenance d’Afrique, ce qui est considéré par les dirigeants chinois comme étant un facteur de vulnérabilité extrême (voir carte en *annexe 7*). La multiplication des actes criminels (attentats en octobre 2002 contre le pétrolier français, le Limburg au large du Yémen, puis contre des infrastructures touristiques fréquentées par des Occidentaux à Bali) a renforcé les craintes d’attaques suicides contre des navires pétroliers. De plus, le détroit reste étroitement surveillé par les Etats-Unis, qui, par leur présence dans la région (flotte à Singapour, base de Diego Garcia dans l’océan Indien, forces spéciales en Indonésie, en Malaisie et aux Philippines dans le cadre de la lutte contre le terrorisme), contribuent largement au maintien de la libre circulation à travers cette voie de passage. Le commerce via le détroit de Malacca pourrait donc être ralenti par les bâtiments de la marine américaine (contrôle, arraisonnement de navire...). Néanmoins, cette vulnérabilité reste relative pour Pékin, car une telle attitude l’inciterait sans nul doute à engager des mesures de rétorsions a priori justifiées. En revanche, en cas de conflit (avec Taiwan par exemple²⁷), si le détroit venait à être occupé militairement par l’armée américaine, l’approvisionnement physique en pétrole de la Chine pourrait être rompu avec des conséquences considérables pour son économie.

Pour Pékin, le dilemme est donc le suivant : soit déléguer la sécurisation des voies de transport aux Etats-Unis, et donc dépendre de ces derniers, soit l’assumer pour pouvoir gagner en autonomie stratégique. Comme la Chine ne peut absolument pas rivaliser avec l’hyperpuissance américaine pour le moment, elle doit nécessairement développer sa marine de guerre sur le long terme. Sans quoi, elle devra vivre avec ces dépendances s’enchaînant en cascade : dépendance énergétique, dépendance maritime, dépendance stratégique, dépendance politique.

Le développement de la puissance navale semble donc être une tendance de fond qui a peu de chances d’être remise en cause. Il est une nécessité pour un pays qui souhaite jouer un rôle majeur dans la région. Cette thèse est étayée par la modernisation et le développement de la flotte militaire chinoise, de surface comme sous-marine²⁸,

²⁷ Un conflit entre la Chine et l’Inde, même s’il reste peu probable, pourrait également avoir des conséquences graves sur l’approvisionnement en pétrole de Pékin compte tenu de la suprématie maritime de New Delhi dans l’océan Indien.

²⁸ La Chine s’est lancée depuis 1978 dans un programme de modernisation militaire. Entre 1978 et 1996, le budget militaire a relativement stagné. L’augmentation régulière débute en 1996 et s’accélère à partir de 2000. Toutefois, si le budget consacré à la défense a augmenté en valeur absolue (30 milliards de dollars en 2005), il a diminué en rapport au PIB (1,87 %) et reste nettement inférieur à celui des Etats-Unis (430 milliards de dollars soit 3,61 % du PIB). Il est donc difficile dans ces conditions de parler de « militarisation » de la Chine.

mais également par les efforts déployés pour conclure des accords d'exploitation des installations portuaires le long des itinéraires empruntés par les pétroliers en mer de Chine méridionale, au Myanmar, au Bangladesh et au Pakistan.

212/ La nouvelle stratégie chinoise de sécurisation de ses voies de transport énergétique

Un rapport interne du Pentagone²⁹, dévoilé par le *Washington Times* en janvier 2005, décrit la nouvelle stratégie de sécurisation des voies de transport énergétique menée par la Chine. Baptisée « *String of pearls* » (collier de perles), elle consiste à mettre en place une série d'accords stratégiques avec les pays bordant les routes maritimes reliant le golfe Persique au détroit de Malacca (voir carte jointe en *annexe 7*).

2121/ Le Pakistan

La première « perle » du collier se situe dans les eaux territoriales pakistanaises. La construction du port en eau profonde de Gwadar a débuté en mars 2002³⁰. Situé à l'ouest du Pakistan, à 72 km de la frontière iranienne et à 400 km du détroit d'Ormuz, le port de Gwadar baigne directement dans la mer d'Oman. Ce projet, dont le coût total est estimé à 1,2 milliards de dollars, est financé à 80 % par Pékin, sans compter l'assistance technique et l'envoi de quelques quatre cent cinquante ingénieurs. En contrepartie, la Chine a désormais la possibilité d'assurer la sécurité des voies maritimes empruntées pour ses importations de pétrole mais également de surveiller les activités navales des marines américaine et indienne dans le golfe Persique et dans l'océan Indien³¹. D'après le *Washington Times*, qui cite le rapport du Pentagone en sa possession, Gwadar serait une « base navale » chinoise. Pour Pékin, Gwadar est un port « civil » et ses activités seront exclusivement « commerciales ». Port militaire ou non, son importance est

Toutefois, selon un rapport du CSIS (Center for Strategic and International Studies), la modernisation de la marine chinoise devrait s'intensifier au cours des cinq prochaines années. Elle porterait notamment sur l'acquisition de sous-marins modernes, dont le nombre (15 en 2006) devrait plus que doubler d'ici 2010 (37).

²⁹ Ce rapport, intitulé « *Energy Futures in Asia* », était destiné à Donald H. Rumsfeld, le Secrétaire américain à la Défense.

³⁰ La décision de construire le port de Gwadar a été prise en mai 2001 lors de la visite d'un dignitaire chinois au Pakistan à l'occasion du cinquième anniversaire de l'établissement des relations sino-pakistanaïses.

³¹ HAIDER Ziad, « Baluchis, Beijing, and Pakistan's Gwadar Port », *Georgetown Journal of International Affairs*, hiver/printemps 2005, p. 98.

stratégique pour les approvisionnements énergétiques chinois. Il permet à Pékin de réduire sa dépendance vis à vis du détroit de Malacca en lui procurant un terminal de transit vers la région du Xinjiang – située à l’ouest du pays - pour ses importations de pétrole en provenance d’Afrique ou du Moyen-Orient³². Tout un réseau de voies ferrées et de routes reliant Gwadar à la Chine, à l’Afghanistan et aux Républiques d’Asie Centrale (Kirghizstan) est en effet inclus dans le projet³³.

2122/ Le Bangladesh et le Myanmar

Les deux autres « perles » du collier sont le Bangladesh et le Myanmar.

Dans le cadre de sa coopération avec Dacca, la Chine aide en particulier à la construction d’un port à Chittagong, tout en cherchant à y obtenir un accès naval et commercial plus important. Suivant la même logique, son rapprochement avec le régime militaire de Rangoon se traduit par la construction de bases navales – dans le port de Sittwe notamment -, par le développement de stations de surveillance situées sur des îles de la baie du Bengale, proches du détroit de Malacca, et par la fourniture d’une assistance militaire dont le coût s’élèverait à plusieurs milliards de dollars. En outre, Pékin envisage la construction d’un réseau de voies ferrées, de voies fluviales et de routes reliant la province du Yunnan – située dans le sud de la Chine – et le golfe du Bengale³⁴.

Le rapport du Pentagone précise enfin que la Chine financerait, pour 20 milliards de dollars, la construction d’un canal au travers de l’isthme de Kra qui permettrait aux navires chinois de contourner le détroit de Malacca.

Cette nouvelle stratégie militaire et maritime chinoise préoccupe les Etats-Unis car elle viserait, selon Washington, à assurer à Pékin une hégémonie définitive en Asie. Mais elle inquiète également fortement l’Inde. En 2005, le ministre indien de la Défense déclarait : « *Nous devons garder un œil sur les infrastructures [de la Chine] au Tibet, [son] programme de modernisation technologique et militaire, ainsi que la croissance de [sa] marine* ». Malgré le réchauffement des relations entre les deux pays – sur fond de coopération économique et énergétique -, New Delhi se montre toujours

³² HAIDER Ziad, *op. cit.*

³³ GARVER John W., « China’s South Asian Interests and Policies », *U.S.-China Economic and Security Review Commission*, juillet 2005, p. 5.

³⁴ GARVER John W., *op. cit.*

particulièrement nerveux à toute initiative de la Chine dans l'océan Indien. L'Inde voit dans cette stratégie en « collier de perles » la possibilité pour Pékin de disposer d'un réseau logistique cohérent échelonné du golfe Persique au détroit de Malacca et estime qu'à terme, la Chine pourrait utiliser cette chaîne logistique à des fins militaires.

La nécessité pour la Chine d'importer du pétrole - en provenance d'Afrique ou du Moyen-Orient - l'oblige à développer une nouvelle stratégie militaire et maritime qui inquiète les pays présents dans l'océan Indien. Mais c'est sur le continent africain que la stratégie pétrolière chinoise se heurte directement aux intérêts des autres grands consommateurs de pétrole, et des Etats-Unis en particulier.

22/ L'Afrique, terrain d'affrontement entre la Chine et les Occidentaux

Parfaitement consciente de l'importance du pétrole africain pour son développement économique, la Chine emploie les grands moyens pour atteindre ses objectifs et n'hésite pas à s'opposer aux pays occidentaux implantés depuis longtemps sur le continent.

221/ Des tensions économiques

Après plusieurs décennies de guerre idéologique, on semble aujourd'hui se diriger vers une guerre économique. En effet, la stratégie chinoise alimente les craintes de confrontations, principalement avec les Etats-Unis, qui eux aussi cherchent à sécuriser leurs approvisionnements. L'intérêt marqué de Pékin pour des réserves de pétrole qui se trouvent dans la sphère d'influence du premier consommateur mondial n'est évidemment pas bien vu par Washington.

2211/ L'Afrique est stratégique pour les Etats-Unis

Depuis 2002, les États-Unis déploient des efforts considérables pour augmenter la part de leurs importations pétrolières en provenance d'Afrique. Les visites, en septembre 2002, du secrétaire d'État Colin Powell en Angola et au Gabon et de l'assistant secrétaire d'État pour les Affaires africaines, Walter Kansteiner, au Nigeria

puis à São Tomé et Príncipe témoignent de l'intérêt croissant de Washington pour le continent.

L'Afrique, dans son ensemble, abrite 2,3 fois moins de réserves que la seule Arabie Saoudite. Sur huit barils produits dans le monde, trois proviennent du Moyen-Orient et un seul du continent africain... Mais il apparaît que c'est en étant à la marge que l'Afrique a gagné son poids grandissant. C'est en effet ici – à la marge – que se joue désormais la bataille énergétique mondiale.

En 2003 déjà, John R. Brodman, sous-secrétaire adjoint pour la politique énergétique au ministère américain de l'Energie déclarait : « *Nous avons appris du passé que ce sont les barils marginaux qui constituent le facteur décisif dans la détermination des conditions permettant de stabiliser le marché pétrolier. L'Afrique est importante pour nous parce qu'elle est une source importante de barils marginaux...* »³⁵. Le temps n'a pas altéré cette analyse, et les évolutions récentes sont venues la confirmer. L'Afrique est désormais stratégique pour les Etats-Unis : elle fournit un peu plus de 20 % de leurs besoins en or noir, elle leur a délivré au cours des huit premiers mois de 2006 davantage de pétrole que l'ensemble des pays du golfe Persique et trois des dix plus importants fournisseurs américains sont africains (voir *tableau n°3* ci-dessous).

³⁵ MAURY Frédéric, « Pourquoi ils aiment l'Afrique », *Jeune Afrique* n°2398-2399, janvier 2007, p. 124.

Origines des importations pétrolières américaines en 2004

Pays	Pourcentage
Canada	16 %
Mexique	15 %
Arabie Saoudite	14 %
Venezuela	12 %
Nigeria	10 %
Irak	6,5 %
Angola	3 %
Koweït	2,4 %
Royaume-Uni	2,4 %
Equateur	2,3 %
Algérie	2,1 %
Russie	1,5 %

Source : LAFARGUE François, *Demain, la guerre du feu, Etats-Unis et Chine à la Conquête de l'énergie*, Ellipses, Paris, 2006, p. 99.

Tableau n°3

2212/ La confrontation économique avec les Etats-Unis

La montée en puissance chinoise sur le continent noir inquiète donc les Etats-Unis, obsédés par la sécurisation des flux pétroliers. D'autant plus que Pékin déploie une stratégie qui commence à heurter directement leurs intérêts.

La présence américaine se résume essentiellement au golfe de Guinée – dont le potentiel de production devrait s'accroître des 2/3 avant le milieu de la prochaine décennie -, et plus particulièrement au Nigeria. Pour les Etats-Unis, cette région d'Afrique présente plusieurs avantages : l'exploration en eaux profondes nécessite la maîtrise de techniques sophistiquées, ce qui limite le nombre d'investisseurs, et une semaine suffit à un supertanker pour relier New York. De plus, les entreprises pétrolières américaines y sont très bien placées : si Chevron conserve ses positions historiques en Angola ou au Nigeria, Exxon y acquiert des positions importantes, et impose sa domination en Guinée Equatoriale.

Mais la Chine n'entend pas rester à l'écart de la zone la plus riche de l'Afrique³⁶. La stratégie de diversification des Etats-Unis se heurte donc à l'appétit de Pékin. C'est par exemple le cas au Nigeria. Ce pays représente à lui seul 8,5 % des importations totales des Etats-Unis et plus de 50 % de leurs importations d'Afrique avant l'Angola et l'Algérie³⁷. Or, cette année, la CNOOC y a acquis 45 % d'un puits offshore pour 2,3 milliards de dollars. En 2004 déjà, la Chine et le Nigeria avaient signé un accord pour développer des champs pétroliers en eaux profondes dans le delta du Niger. L'analyse selon laquelle les compagnies chinoises ne disposent pas des moyens techniques et financiers leur permettant d'accéder aux champs de pétrole les plus importants du continent - qui se situent offshore - ne semble donc plus pertinente. Les choses changent : la croissance économique de la Chine s'accompagne du développement de son industrie pétrolière et de l'augmentation de sa puissance financière. Elle lui permet également de consacrer d'importants efforts d'aide au développement³⁸ en direction de ses partenaires. Cette aide est particulièrement bien accueillie par les gouvernements africains à un moment où celle des pays industrialisés par rapport à leur PNB a atteint son niveau le plus bas depuis 1973³⁹. La concurrence devient donc de plus en plus difficile.

Mais de nombreuses critiques se font entendre outre-Atlantique sur des pratiques économiques chinoises jugées déloyales. M. Gal Luft, spécialiste en sécurité énergétique et directeur exécutif de l'Institut pour l'analyse de la sécurité globale (IAGS), un *think-tank* néoconservateur, estime ainsi que « *les Chinois sont enclins à mener leurs affaires d'une manière que les Américains et les Européens commencent à rejeter : payer des pots-de-vin et autres dessous de table. D'où l'intérêt de certains pays africains à travailler avec des entreprises chinoises plutôt qu'avec des compagnies occidentales dont les marges d'action se sont resserrées depuis le lancement de campagnes telle que Publish what you pay*⁴⁰ (*Publiez ce que vous payez*) *visant à plus de transparence financière* »⁴¹. La Chine bénéficierait désormais d'un

³⁶ L'Angola, le Nigeria, le Congo Brazzaville, le Gabon, la Guinée équatoriale et le Cameroun représentent 45 % des réserves du continent.

³⁷ LAFARGUE François, *Demain, la guerre du feu, Etats-Unis et Chine à la Conquête de l'énergie*, Ellipses, Paris, 2006, p. 137.

³⁸ On estime que les aides, crédits et prêts chinois pourraient atteindre 5 milliards de dollars d'ici 2009.

³⁹ VAIRON Lionel, *Défis chinois, Introduction à une géopolitique de la Chine*, Ellipses, Paris, 2006, p. 144.

⁴⁰ La campagne de la société civile *Publish what you pay* (juin 2002), lancée par l'ONG *Global Witness*, souhaite contraindre les compagnies minières ou pétrolières à déclarer les sommes versées aux Etats.

⁴¹ SERVANT Jean-Christophe, « A la conquête des marchés africains », *Manière de voir* 85, *Le Monde diplomatique*, mars 2006, p. 39.

avantage non négligeable sur ses adversaires occidentaux incités à la prudence par le poids des groupes de pression américains et européens. En effet, les *majors* sont de plus en plus sensibles à leur image. Alors que les fonds de pension américains sont des actionnaires importants des compagnies pétrolières, celles-ci ne peuvent négliger l'influence sur l'opinion publique occidentale des grandes ONG internationales comme les réseaux *Caritas*, *Christian Aid*, *Global Witness* ou *Greenpeace*. Toutefois, l'action de ces organisations se traduit rarement par une opposition aux projets des grandes compagnies internationales et reste donc à ce jour limitée. En fait, la Chine pratique ce que les gouvernements et les sociétés des grands pays consommateurs de pétrole continuent à pratiquer encore aujourd'hui et ce malgré les déclarations d'intentions.

Si la stratégie pétrolière chinoise en Afrique vient perturber les intérêts économiques des pays occidentaux – en particulier des Etats-Unis -, elle dérange aussi parce qu'elle va à l'encontre de leurs orientations politiques.

222/ Des tensions diplomatiques

Les « affrontements » essentiellement de type économique issus d'une concurrence « pour l'accès au pétrole » s'accompagnent d'un autre type de tensions plus politiques.

« *La Chine ne pose aucune condition politique à sa coopération* » a déclaré Hu Jintao lors de ses tournées africaines⁴². Dans de nombreux pays en crise ou en délicatesse avec la diplomatie occidentale, Pékin récolte les fruits de sa politique de « non ingérence » dans les affaires internes de ses partenaires. Les relations avec le Soudan – au ban des Nations unies en raison, notamment, de la situation au Darfour – sont exemplaires d'une stratégie sans scrupule que condamnent les principaux adversaires de la Chine, en particulier les Etats-Unis. D'une part, ils lui reprochent de freiner l'action de l'ONU, en ne favorisant pas à long terme la résolution des conflits sur le continent. D'autre part, ils l'accusent de miner les efforts internationaux en faveur du respect des droits de l'homme et de la bonne gouvernance politique et économique, en soutenant des régimes autocratiques et en permettant à certains pays de se soustraire aux conditions imposées par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

⁴² COURMONT Barthélémy et LEWIS Irving, « Chine-Afrique : une stratégie donnant-donnant ? », *Défense nationale*, janvier 2007.

Car si les prêts conditionnés des grandes organisations internationales sont critiquables puisqu'ils soumettent sans discussion le pays bénéficiaire aux diktats des bailleurs, la coopération chinoise – qui accorde des prêts et des crédits à taux préférentiels sans condition – s'écarterait des exigences minimales de transparence financière. Ce serait par exemple le cas en Angola. Selon le responsable sortant du programme angolais de Care, M. Douglas Steinberg, « *les conditions d'octroi des crédits chinois donnent beaucoup plus de possibilités à l'Angola, comparées aux exigences fixées par d'autres accords, en premier lieu ceux passés avec le Fonds monétaire international. En fait, cela permet aux autorités gouvernementales de ne pas pratiquer la transparence* »⁴³.

Toutefois, il est important de noter que, en matière de stratégie de sécurisation des approvisionnements en hydrocarbures, la Chine n'a pas l'apanage du pragmatisme. Ainsi, les priorités pétrolières de Washington semblent également justifier l'indulgence envers des régimes très peu respectueux des valeurs proclamées, comme en Guinée Equatoriale, en Angola ou en Libye. L'exemple libyen illustre parfaitement le comportement des principaux consommateurs d'hydrocarbures comme les Etats-Unis et l'Union européenne. Le réchauffement récent des relations entre les pays occidentaux et la Libye s'est accompagné d'une arrivée massive de sociétés occidentales dans le pays (122 sociétés ont présenté des demandes d'agrément pour participer aux appels d'offre lancés par le régime libyen parmi lesquelles BP, Royal Dutch/Shell, Chevron Texaco, ConocoPhillips et ExxonMobil). S'il fait suite à l'abandon par Tripoli de son programme de fabrication d'armes de destruction massives, il n'est aucunement lié à l'assouplissement du régime en place.

Ces « affrontements », qu'ils soient de nature économique ou politique, pourraient conduire à un véritable conflit entre les deux pays. Car depuis l'affirmation de la « *doctrine Carter* »⁴⁴ en 1980, les Etats-Unis estiment qu'il est légitime pour eux d'utiliser la force pour protéger leurs intérêts nationaux vitaux, et en particulier pour sécuriser leurs approvisionnements pétroliers.

⁴³ SERVANT Jean-Christophe, *op. cit.*

⁴⁴ La « *doctrine Carter* » est une politique proclamée par le Président des Etats-Unis Jimmy Carter le 23 janvier 1980 en réponse à l'invasion de l'Afghanistan par l'Union Soviétique. Son but était de détourner l'URSS de toute volonté d'hégémonie sur la région du Golfe Persique. Pour cela, elle prévoyait que Washington puisse recourir à la force pour défendre ses intérêts nationaux.

Si le renforcement de la compétition pour l'accès aux hydrocarbures est à l'origine de tensions entre Pékin et Washington, il peut également faire craindre que le pétrole ne soit pas le remède au malaise de l'Afrique, le continent dont le taux de croissance est le plus faible.

23/ La ruée chinoise vers l'or noir africain : une chance pour l'Afrique ?

La demande internationale directe, qu'elle émane de la Chine ou des Etats-Unis, alimente clairement la croissance des pays pétroliers du continent. Tout comme elle le fait indirectement, en tirant le prix du baril vers des sommets. A Londres, le cours du baril de Brent est passé de 9,70 dollars en décembre 1998 à 78,50 dollars en août 2006, largement en raison de l'explosion de la demande chinoise, avant de redescendre autour de 60 dollars début décembre 2006. Les caisses publiques des pays pétroliers africains en ont bénéficié et en bénéficient encore.

Encore faut-il que ces gains soient équitablement partagés et profitent aux populations. Or, c'est encore loin d'être le cas dans la plupart des pays africains.

231/ La « malédiction pétrolière »

Le phénomène de la « malédiction pétrolière »⁴⁵ souligne le facteur d'instabilité que représente la rente pétrolière alors qu'elle devrait être au contraire une source extraordinaire de développement. Le volume élevé de ressources tirées de l'or noir par rapport à la réalité des économies locales crée de fortes distorsions, favorise la corruption et entraîne l'incapacité des gouvernements ou leur absence de volonté d'enclencher un développement harmonieux, équilibré et durable. Cette instabilité traduit également un mécontentement social, les populations souhaitant légitimement une meilleure redistribution de cette rente.

Si les investissements chinois dans le secteur pétrolier accroissent les rentrées financières de ses partenaires africains, une telle situation évoque les années 1960 et 1970 : une économie de rente s'était mise en place autour de l'exportation de matières premières, sans que les bénéfices en résultant ne soient orientés vers une diversification

⁴⁵ Ce phénomène est plus connu sous le nom de « mal hollandais ». Cette expression qualifie les effets négatifs engendrés par des entrées massives de devises dans un pays grâce à l'exploitation de ressources naturelles. Elle fait référence aux effets de l'exploitation du gaz de Groningue dans les années 50 : l'exportation du gaz provoque une surévaluation de la monnaie et pénalise alors les autres exportations.

des économies nationales ou une amélioration significative du cadre de vie des populations. Ainsi, même si la conjoncture actuelle est particulièrement favorable, il ne faut pas oublier d'une part, que les économies primaires fondées sur la rente pétrolière sont naturellement très fragiles car exposées aux aléas des cours mondiaux (sur lesquels les Etats africains n'ont pratiquement aucune prise), et d'autre part que la relance d'une rente des matières premières reste ponctuelle (en raison des réserves prouvées) et peut nourrir une hausse des taux de croissance sans entraîner de développement durable. Toutefois, certaines initiatives existent. C'est le cas par exemple de l'Extractive Industries Transparency Initiative (EITI)⁴⁶ qui vise à renforcer la transparence des opérations financières entre les Etats et les compagnies des industries extractives, et notamment pétrolières. Quatorze pays africains (dont l'Angola, le Tchad, le Gabon, le Congo Brazzaville ou la Guinée Equatoriale) y ont adhéré. En outre, certaines compagnies pétrolières, notamment Shell, BP et Total la soutiennent. Mais d'autres, comme les *majors* américaines, n'y étaient pas favorables à l'origine. Elles craignaient notamment l'apparition de distorsions de concurrence entre les compagnies « cotées », obligées de publier ce qu'elles versent, et les autres. Malgré tout, ces mouvements sont un premier pas dans la bonne direction et témoignent que les discours en faveur de la transparence pétrolière se développent peu à peu en Afrique, après des années de dérive. Or, nombre d'observateurs occidentaux estiment que l'émergence de la Chine pourrait remettre en question cette tendance. Il convient toutefois de rester prudent. Dans le cadre de la campagne « *Publish what you pay* », une ONG britannique, *Save the children*, s'est livrée à une évaluation des performances des compagnies pétrolières (CNPC, Total, Shell, etc.) en matière de transparence. Les résultats montrent qu'il ne peut y avoir de règles dans ce domaine. En effet, les compagnies élaborent différentes normes en fonction par exemple de leur poids dans la production du pays ou de l'importance du pays dans leur stratégie d'ensemble.

Dans tous les cas, même si la connaissance des revenus pétrolier peut donner les moyens aux citoyens et aux institutions de demander des comptes aux gouvernements, les progrès en matière de transparence des recettes permettent avant tout d'améliorer l'image des grandes compagnies pétrolières. Le développement des pays relève de la « bonne gouvernance », qui ne se limite pas à une comptabilité certifiée des revenus

⁴⁶ L'Initiative pour la transparence dans les industries extractives a été proposée par le Royaume-Uni lors du Sommet mondial pour le développement durable de Johannesburg en septembre 2002 et lancée officiellement en septembre 2003.

pétroliers, mais dépend davantage de l'usage qui en est fait. Ces progrès doivent donc nécessairement s'accompagner d'une solution politique.

Finalement, cette stratégie chinoise vient rappeler que seule une modification significative des politiques publiques menées par les gouvernants africains pourrait faire des revenus du pétrole un instrument d'amélioration de leurs environnements économiques. Face à un tel défi, Garth Le Pere, directeur de l'*Institute for Global Dialogue* de Johannesburg souligne que « *c'est avant tout aux pays africains de se prendre en main en améliorant leur gouvernance, leur état de droit* »⁴⁷. Cette politique, en phase avec la politique chinoise de « non ingérence » dans les affaires intérieures de ses partenaires, semble séduire certains dirigeants africains. En témoignent ces propos du président du Nigeria Olusegun Obasanjo, lors de la visite en avril 2006 du président chinois Hu Jintao : « *Nous souhaitons un jour que la Chine dirige le monde, et quand ce sera le cas, nous voulons être juste derrière vous* »⁴⁸.

232/ Vers une amélioration des termes de l'échange ?

« *La Chine sera pour toujours un ami, un partenaire et un frère de l'Afrique* » a affirmé le Président Hu Jintao lors de son discours de bienvenue à l'occasion du Forum de Coopération Chine-Afrique en novembre 2006. Toutefois, derrière la volonté affichée de ne pas considérer l'Afrique comme une réserve de matières premières, la réalité est tout autre.

En effet, les termes de l'échange entre la Chine et l'Afrique restent inégaux. Tandis que la Chine exporte des produits manufacturés à haute valeur ajoutée, elle importe essentiellement des matières premières – le pétrole représentant 60 % de ses importations (comme le souligne un récent rapport de l'OCDE⁴⁹, le pétrole constitue par exemple 94 % des exportations de l'Angola et 80 % de celles du Soudan). Or, il arrive que ces produits, très compétitifs, entrent en concurrence avec les produits africains. Les exportations chinoises pourraient ainsi fragiliser le tissu industriel de ses partenaires et commencer à bouleverser les circuits commerciaux. Il semble donc que Pékin éprouve des difficultés pour se démarquer des partenaires pétroliers traditionnels du continent. Certains observateurs occidentaux estiment même que la stratégie chinoise du « win-

⁴⁷ COURMONT Barthélémy et LEWIS Irving, *op. cit.*

⁴⁸ COURMONT Barthélémy et LEWIS Irving, *op. cit.*

⁴⁹ GOLDSTEIN Andrea, PINAUD Nicolas, REISEN Helmut et CHEN Xiaobao, *The Rise of China and India, What's in it for Africa ?*, OCDE, 2006.

win » (gagnant-gagnant) - conforme, selon Pékin, au principe d'intérêt mutuel – s'apparenterait à une nouvelle forme de néocolonialisme et qu'elle serait donc peu propice au développement des pays africains. « *La Chine apparaît [ainsi] en Afrique comme essentiellement prédatrice, selon le modèle hier mis en œuvre par les puissances coloniales* »⁵⁰. De leur côté, les Africains n'ont pas manqué de s'interroger sur les limites de la politique chinoise : « *En échange des matières premières que nous leur vendons, nous achetons leurs produits manufacturés. Et cela ne peut qu'avoir un résultat prévisible : une balance commerciale négative. N'assiste-t-on pas à la répétition d'une vieille histoire ?* », remarque ainsi M. Moeletsi Mbeki, vice-président de l'Institut sud-africain des affaires étrangères de l'université de Witwatersrand, à Johannesburg. Toutefois, il ne faut pas occulter le fait que les investissements chinois présentent également certains avantages pour les dirigeants africains. En effet, le renforcement de l'implication de Pékin dans le secteur pétrolier s'accompagne d'une diversification des activités. Ainsi, en 2000, lorsque Sinopec a obtenu les droits d'exploitation d'un champ pétrolier soudanais, l'Eximbank a ouvert sa première filiale en Afrique, soutenant par la suite des entreprises chinoises actives pour la construction de routes, de raffineries ou de centrales hydrauliques. Ainsi, malgré les critiques formulées par les pays occidentaux, la montée en puissance de la Chine ne serait pas uniquement une mauvaise nouvelle pour le continent. C'est en tout cas l'avis exprimé par les équipes économiques de la banque d'affaires américaine Morgan Stanley. « *Pour sécuriser l'offre de matériaux de base, la Chine pénètre profondément en Afrique. Cela bénéficie aux deux économies, souligne Andy Xie, de Morgan Stanley. La Chine achète des matières premières à des prix élevés et vend des biens de consommation à des prix bas. C'est exactement l'opposé de la relation que l'Afrique a avec l'Occident. En plus, les entreprises chinoises construisent des infrastructures en Afrique à des prix bas. Cette amélioration énorme des termes de l'échange conduit à un boom économique pour la région* »⁵¹. En outre, selon l'Agence française de développement (AFD), les importations chinoises représentent une concurrence redoutable pour des produits d'importation plus onéreux. Elles permettent alors clairement d'améliorer le bien-être des populations.

Malgré tout, les inquiétudes formulées par certains observateurs africains ne laissent pas la Chine indifférente. Les Chinois, tout à fait conscients de la « capacité de

⁵⁰ NIQUET Valérie : « La stratégie africaine de la chine », *Politique étrangère*, n°2/2006, p. 373.

⁵¹ MAURY Frédéric, *op. cit.*

nuisance » de certains de leurs produits dans les pays africains, investissent donc de plus en plus dans le secteur productif. Et ce d'autant plus que deux facteurs pourraient inciter les investisseurs chinois à financer l'industrie ouest-africaine. D'une part l'augmentation des coûts du transport maritime pourrait favoriser la création d'unités de première transformation des minerais en particulier (fer, bauxite). D'autre part, la perspective des Accords de Partenariats Economiques (APE) entre les régions africaines et l'Union Européenne devrait inciter les industriels chinois à produire à l'intérieur de ces régions afin d'avoir accès au marché européen.

Une fois encore, les pays africains doivent « se prendre en main ». Ils doivent exiger des relations économiques plus équitables avec la Chine ; l'exportation des matières premières pourrait par exemple se faire en échange de transferts de technologies. La politique que mène l'Inde en Afrique va dans ce sens. New Delhi – qui connaît également une forte dépendance énergétique mais qui ne peut rivaliser en termes financiers avec Pékin - propose donc à ses fournisseurs une coopération technique (transferts de technologie, projet informatique, vente de médicaments, etc.). Cette concurrence entre les deux géants asiatiques pourrait alors devenir favorable au développement du continent.

Finalement, la stratégie pétrolière africaine de la Chine ne se différencie guère de celle menée par les pays occidentaux depuis la fin de la décolonisation. En tous les cas, elle n'est certainement pas pire. Si elle est tant critiquée, c'est peut-être parce qu'elle présente un inconvénient majeur pour les pays occidentaux : elle permet à Pékin de venir concurrencer directement les anciennes puissances coloniales européennes et la puissance hégémonique américaine sur le continent, et donc de bouleverser l'ordre établi.

CONCLUSION

La Chine connaît aujourd'hui un développement économique sans précédent dans l'histoire dont la poursuite est entièrement conditionnée par la stabilité de la fourniture d'énergie. En 2004, la croissance de la consommation de pétrole brut a atteint 31,3 % par rapport à l'année précédente et les importations ont augmenté de 16,5 milliards de dollars, soit 50 % d'augmentation.

Si la première source d'approvisionnement de la Chine demeure le Moyen-Orient - qui fournit 47 % des importations chinoises de pétrole -, l'Afrique représente sans conteste une source pétrolière de choix pour Pékin ; en 2004, le pétrole africain représentait près de 25 % des importations chinoises. Pour assurer la pérennité de cet approvisionnement, Pékin a donc initié des ententes de coopération avec plusieurs pays africains.

Mais l'émergence de la Chine en Afrique inquiète. Si de nombreux dirigeants africains voient cette irruption chinoise sur leur continent comme une chance économique, il n'en demeure pas moins que la politique que mène Pékin pour l'accès au pétrole provoque des tensions de nature économique et politique, qui pourraient conduire à terme à un véritable conflit.

Finalement, la grande inquiétude de fond reste de savoir si la production mondiale de pétrole sera en mesure d'absorber à long terme l'augmentation de la demande. Selon plusieurs spécialistes, l'extraction mondiale d'or noir est proche de son plafond historique et le pic mondial devrait être atteint entre 2006 et 2008. Selon ces experts, la production de pétrole va aller en diminuant au cours des prochaines années, de façon irréversible et ne pourra pas se prolonger au delà de 2030-2040. Alors que la production mondiale va commencer à décliner de 2 % à 3 % par an, la demande en pétrole va augmenter, gonflée par la croissance économique de la Chine mais aussi de l'Inde.

Dans ces conditions, des solutions doivent être trouvées pour éviter un durcissement dans la lutte pour le contrôle des ressources pétrolières.

Dans un premier temps, Pékin doit s'attacher à améliorer son efficacité énergétique, en construisant de nouvelles usines par exemple. Dans un second temps, il est nécessaire que la Chine puisse coopérer avec les autres grands consommateurs, en particulier les Etats-Unis, dans des domaines pouvant avoir un impact global sur le secteur pétrolier. Ces pays trouveraient avantage à mieux coopérer plutôt qu'à entretenir l'esprit de compétition qui les anime aujourd'hui. Un domaine idéal de coopération pourrait être celui des nouvelles énergies (« carburant vert », production d'hydrogène et autres énergies alternatives) dont le développement permettrait certainement de réduire à long terme la dépendance pétrolière. En attendant, il s'agit de minimiser les risques de confrontation. Dans ce domaine, la Chine et l'Inde ont peut-être ouvert la voie. Alors que leurs besoins ne cessent d'augmenter, Pékin et New Delhi ont en effet décidé de coopérer pour des explorations de pétrole (et de gaz naturel) dans des pays tiers. Dès janvier 2005, l'Inde a annoncé avoir acquis 20 % des parts du plus grand champ

pétrolifère iranien qui est exploré et possédé à 50 % par la compagnie d'Etat chinoise Sinopec. Ce processus a abouti, le 12 janvier 2006, à la signature d'un accord de coopération énergétique visant à réduire la compétition entre les deux pays. Le ministre indien du pétrole, signataire de l'accord, a d'ailleurs précisé devant la presse qu'il n'était pas « *nécessaire pour l'Inde ou pour la Chine d'acheter leur sécurité énergétique au détriment de l'une ou de l'autre* ».

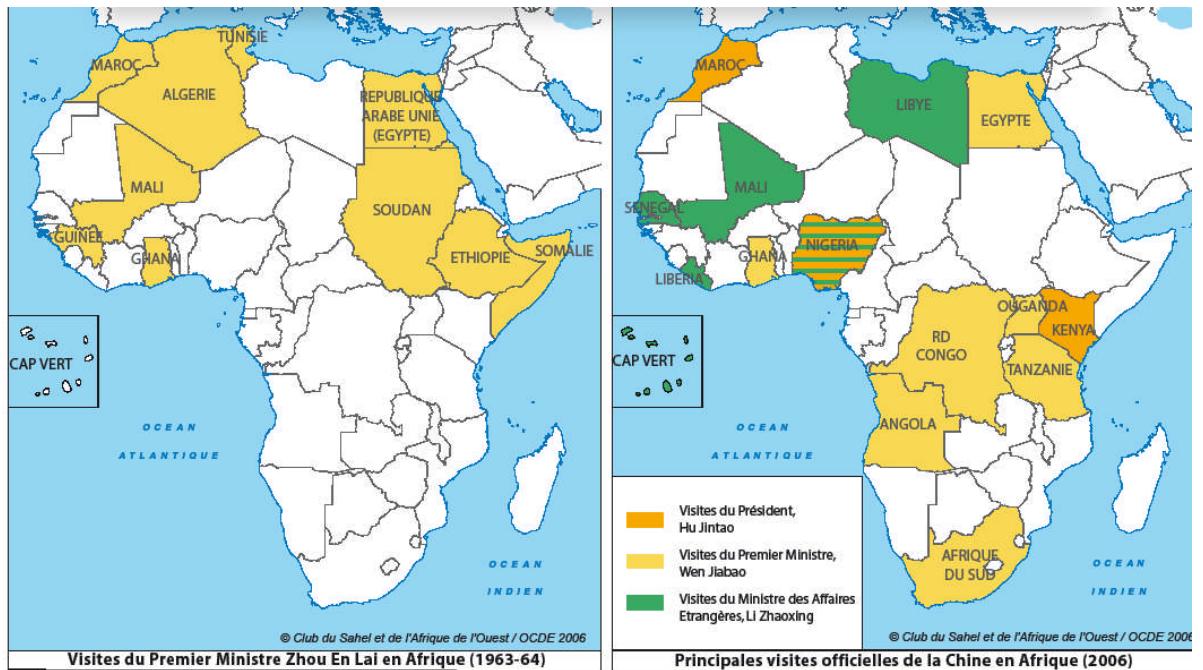
Des solutions existent. L'instauration d'un dialogue permanent entre les grands consommateurs de pétrole permettrait certainement d'établir des relations solides. Mais il faut pour cela que les pays occidentaux débarrassent leur politique à l'égard de la Chine du carcan de slogans rebattus et qu'ils coopèrent avec Pékin sur la base d'un dialogue équilibré et « désidéologisé ».

ANNEXES

(N.B. : les cartes des annexes 3, 5 et 7 ont été réalisées par l'auteur du mémoire)

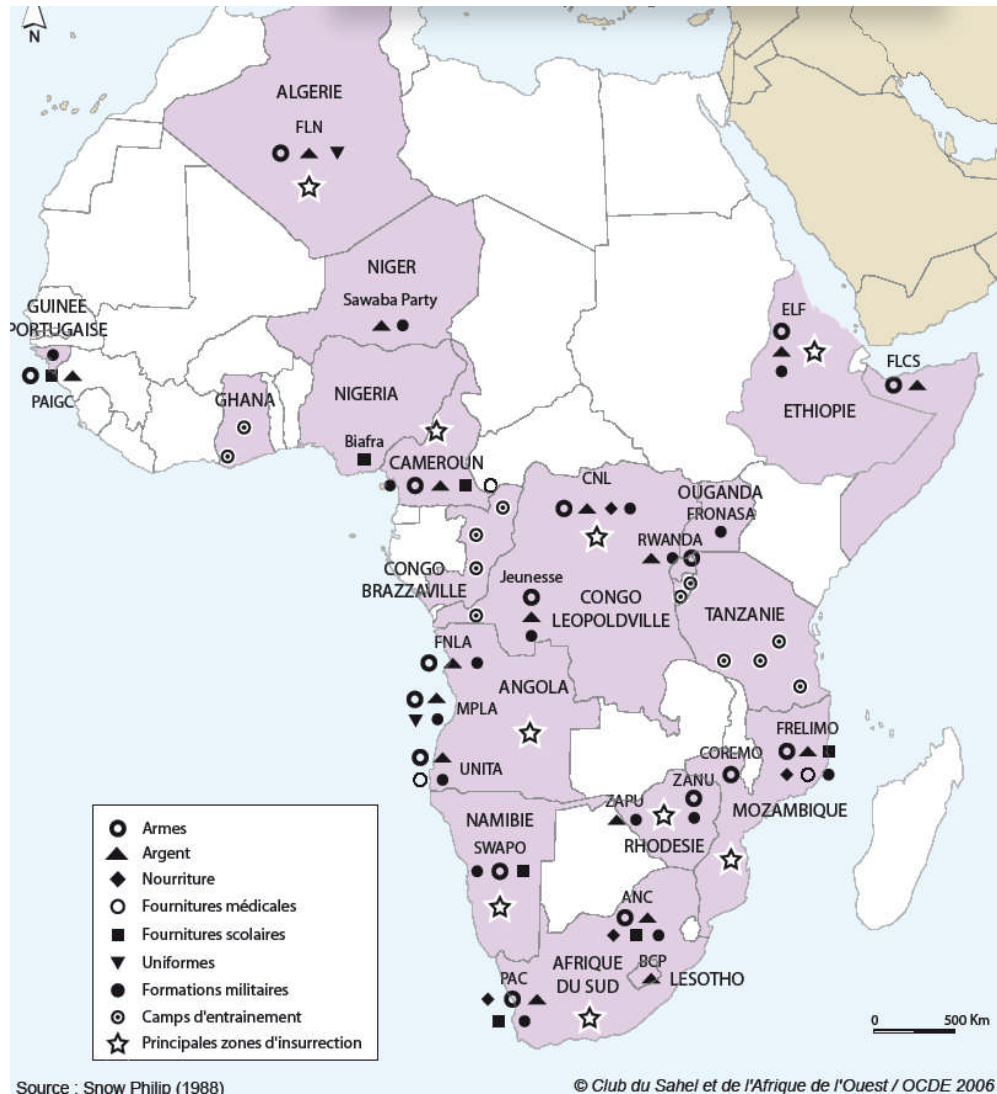
Annexe 1 : Principaux voyages diplomatiques chinois en Afrique en 1963/1964 et en 2006

Source : PERRET Christophe, « *L'Afrique et la Chine* », Diplomatie 24, janvier – février 2007, p. 33.

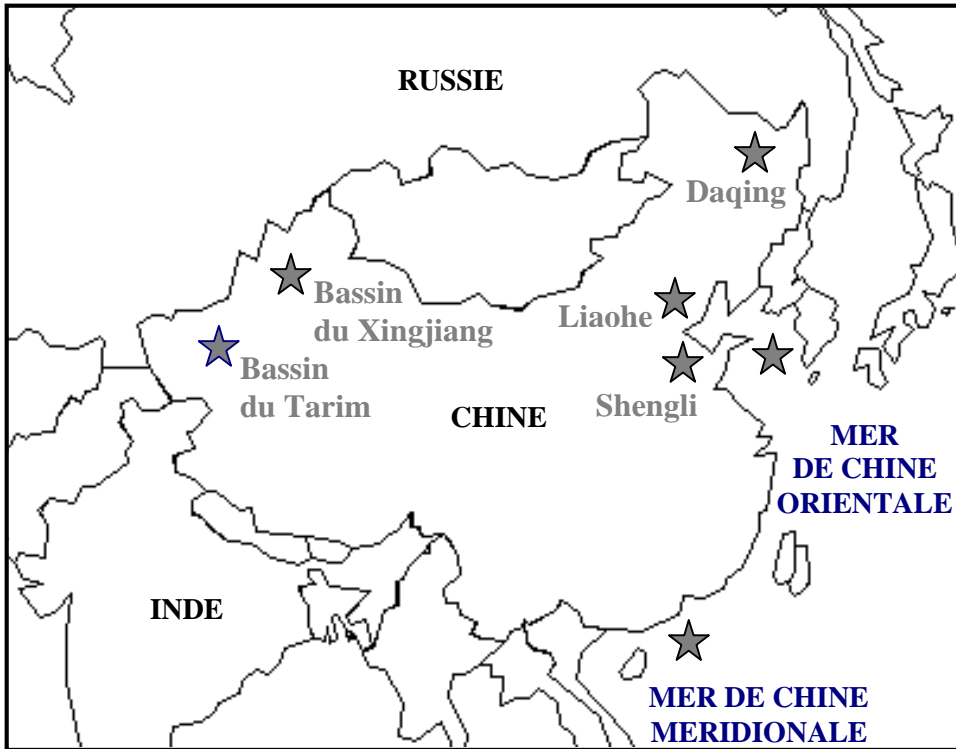


Annexe 2 : Appuis de la Chine aux mouvements insurrectionnels de 1949 à 1987

Source : PERRET Christophe, « L'Afrique et la Chine », Diplomatie 24, janvier – février 2007, p. 33.



Annexe 3 : Les réserves de pétrole en Chine

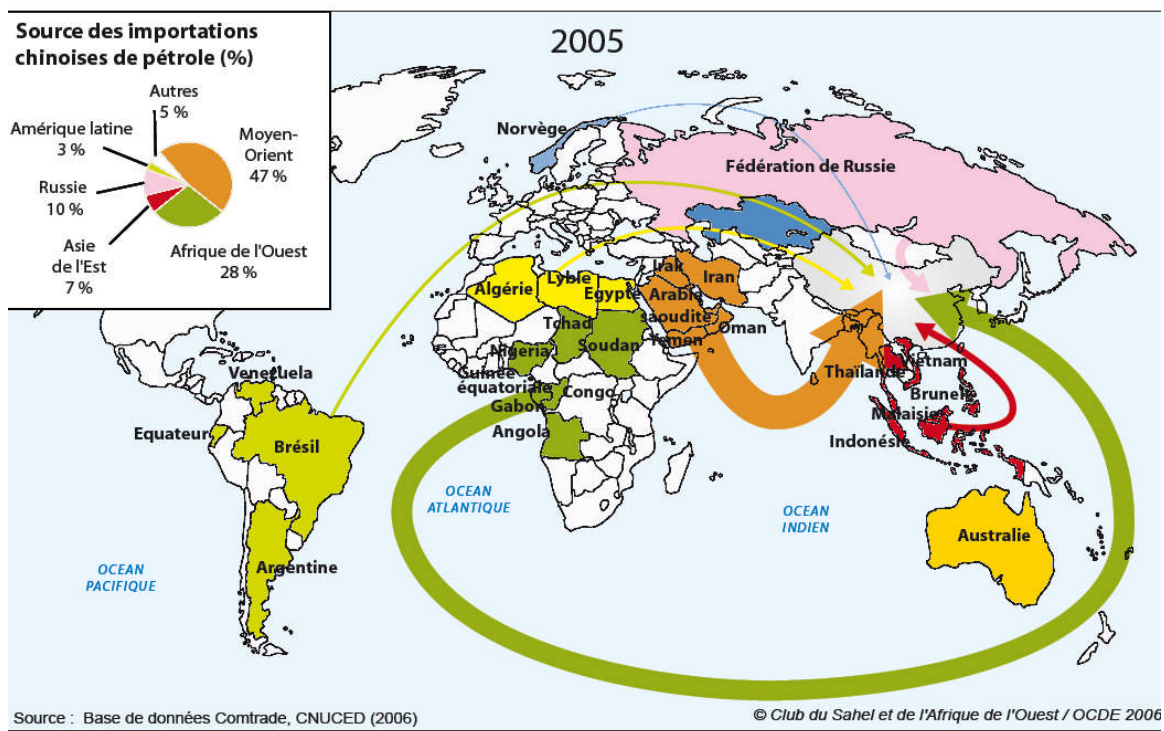
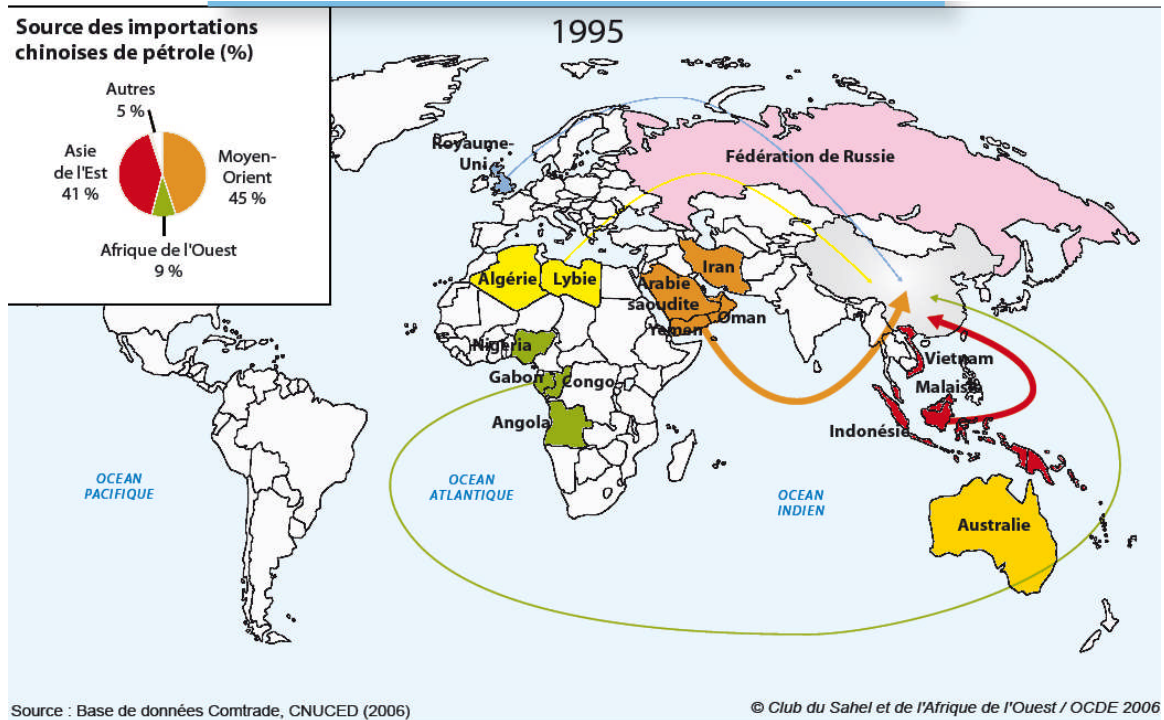


Légende :

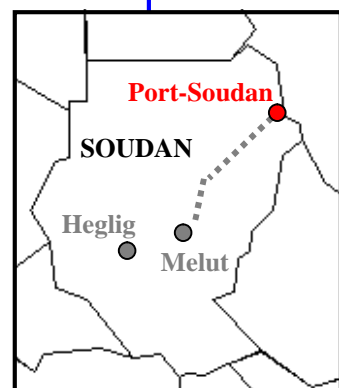
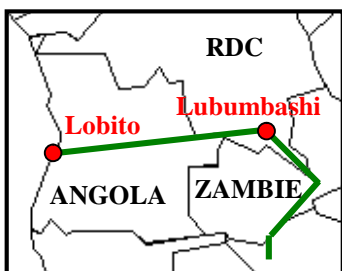
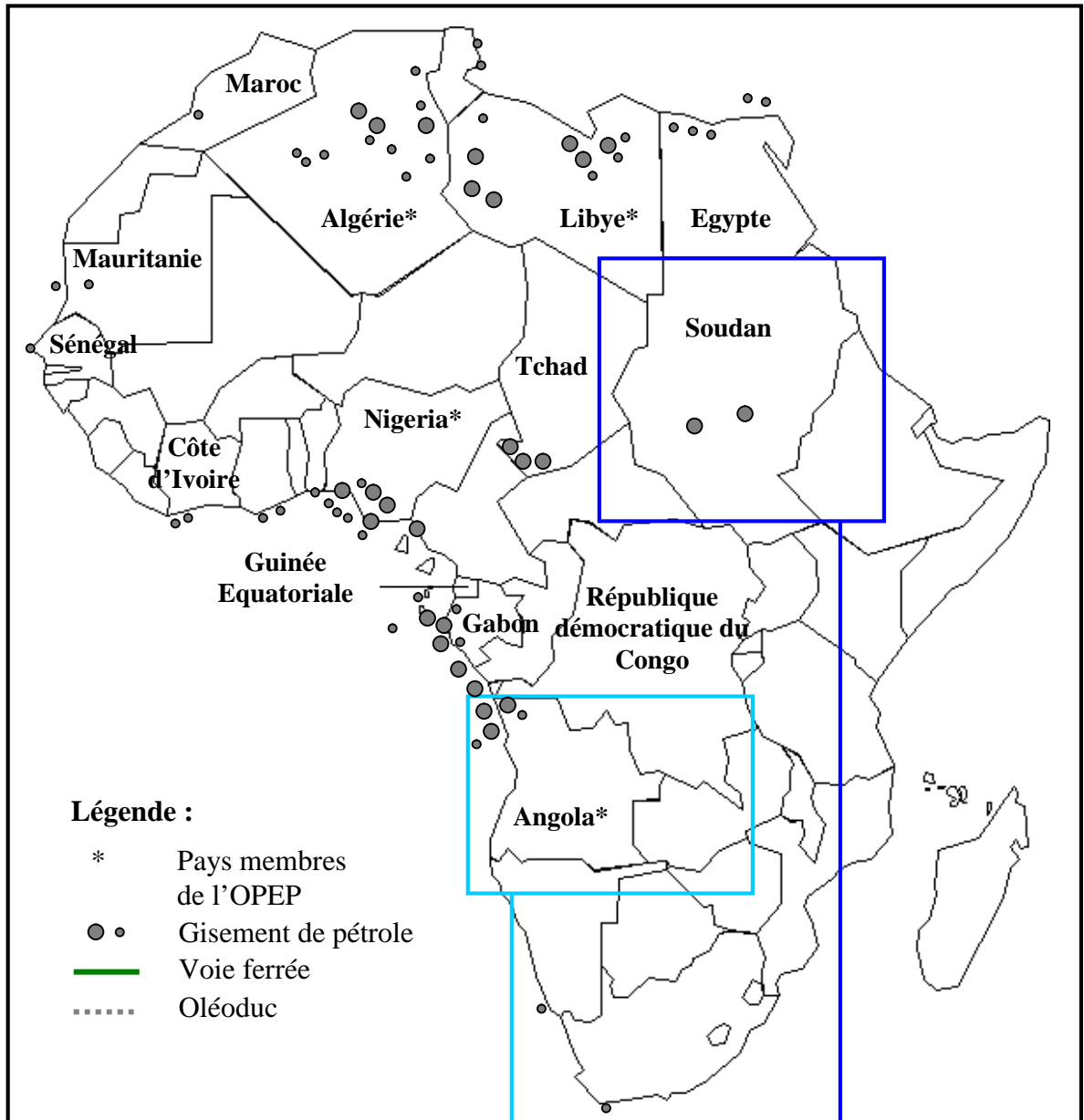
★ Exploitation pétrolière

Annexe 4 : Importations chinoises de pétrole en 1995 et en 2005

Source : PERRET Christophe, « L'Afrique et la Chine », Diplomatie 24, janvier – février 2007, p. 38.

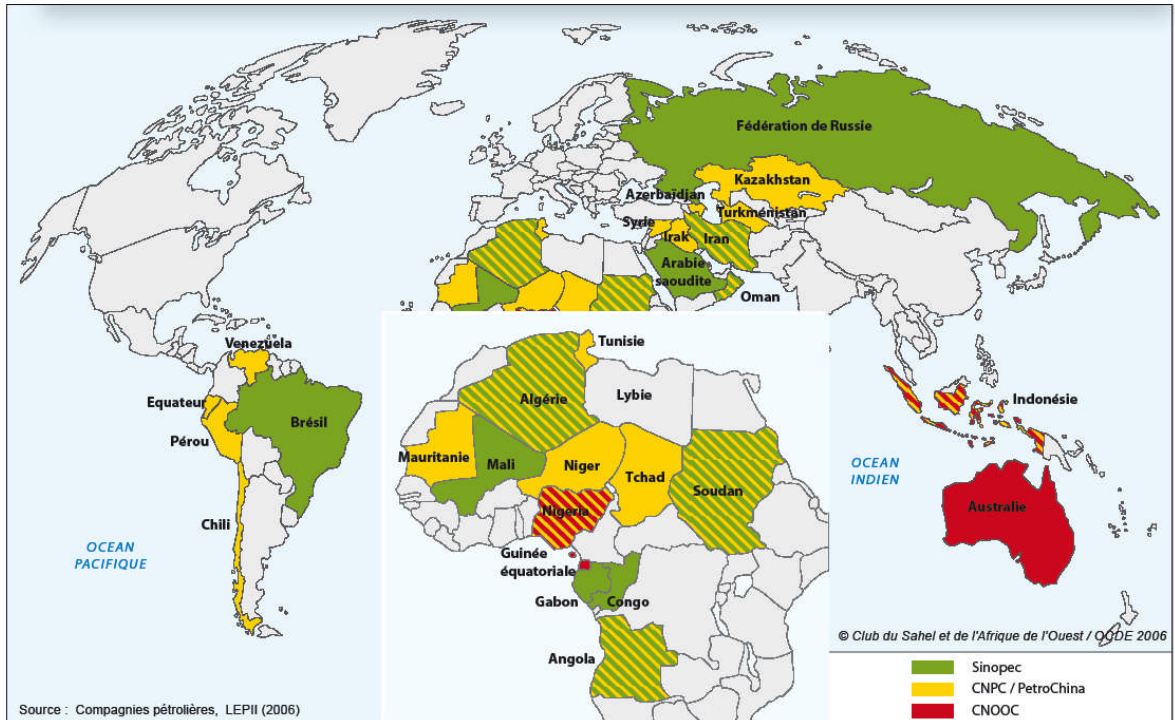


Annexe 5 : Le pétrole en Afrique

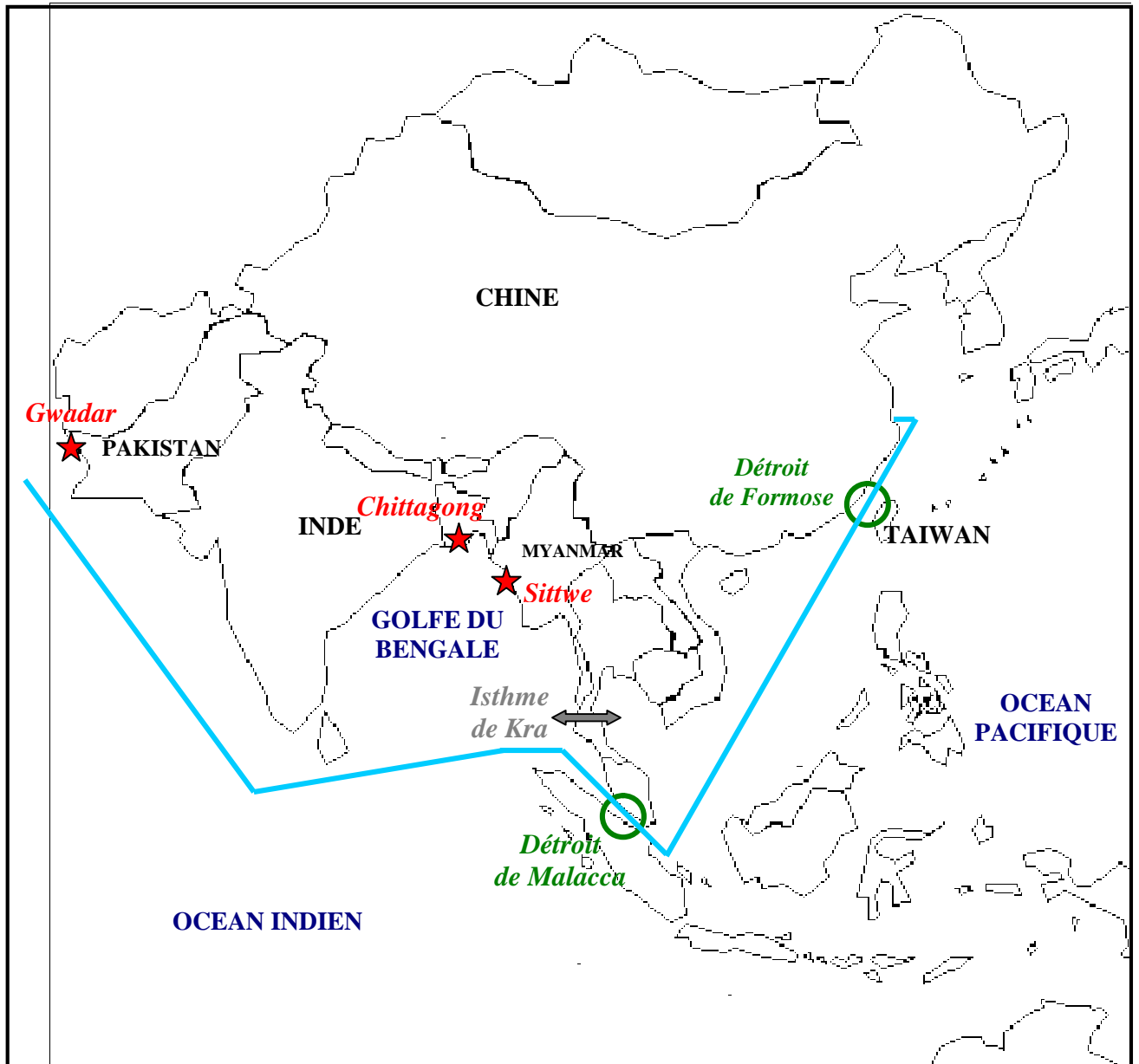


Annexe 6 : Principaux investissements (production et exploration) des compagnies pétrolières chinoises à l'étranger de 1995 à 2006

Source : PERRET Christophe, « L'Afrique et la Chine », Diplomatie 24, janvier – février 2007, p. 39.



Annexe 7 : « Le collier de perles »



Légende :

- ★ Port
- Route maritime
- ↔ Projet de canal
- Détroit

BIBLIOGRAPHIE

Entretien

LUGAN Bernard, Docteur en histoire, Docteur d'Etat ès-Lettres (Histoire), Maître de conférences hors classe à l'Université de Lyon III, Conférencier à l'IHEDN, au CHEM, au CID, à l'EMSOME, Expert auprès du Tribunal Pénal International pour le Rwanda (ONU) ; 24 janvier 2007, Paris.

Ouvrages en français

GAYE Adama, *Chine-Afrique : le dragon et l'autruche*, Paris ; L'Harmattan, 2006.

ISRAELEWICZ Erik, *Quand la Chine change le monde*, Paris ; Grasset, 2005.

KISSINGER Henry, *La nouvelle puissance américaine*, Paris ; Fayard, 2003.

LAFARGUE François, *Demain, la guerre du feu, Etats-Unis et Chine à la conquête de l'énergie*, Paris ; Ellipses, 2006.

SEBILLE-LOPEZ Philippe, *Géopolitique du pétrole*, Paris ; Armand Colin, 2006.

VAIRON Lionel, *Défis chinois, Introduction à une géopolitique de la Chine*, Paris ; Ellipses, 2006.

VICTOR Jean-Christophe, *Le dessous des cartes*, Paris ; Editions Tallandier/ARTE Editions, 2006.

ZELENGO Pierre, PAILLARD Christophe-Alexandre, de LESTRANGE Cédric, CHALABI Fadhil, *Géopolitique du pétrole : un nouveau marché, de nouveaux risques, des nouveaux mondes*, Paris ; Technip, 2005.

Articles de revues en français

AICARDI de SAINT-PAUL Marc, « La Chine et l'Afrique entre engagement et intérêt », *Géopolitique africaine*, n°14, 2004.

BOUSSENA Sadek et LOCATELLI Catherine, « Les enjeux de la dépendance pétrolière de la Chine », *L'économie mondiale 2007*, avril 2006.

JIANG Chung-Lian, « Le pétrole, nouvelle dimension des relations sino-africaines », *Géopolitique africaine*, n°14, 2004.

JIANG Chung-Lian, « Les relations de la Chine avec l'Afrique : fondements, réalités et perspectives », *Monde chinois*, n°8, 2006.

- COPINSCHI Ph. et NOEL P., « L'Afrique dans la géopolitique mondiale du pétrole », *Afrique contemporaine*, n° 216, 2005.
- COURMONT Barthélémy et LEWIS Irving, « Chine-Afrique : une stratégie donnant-donnant ? », *Défense nationale*, janvier 2007.
- FAVENNEC J. et COPINSCHI Ph. : « Les nouveaux enjeux pétroliers en Afrique », *Politique africaine*, n° 89, 2003.
- KREFT Heinrich, « La diplomatie chinoise de l'énergie », *Politique étrangère*, n°2/2006.
- LAFARGUE François, « La Chine et l'Afrique : un mariage de raison », *Diplomatie*, sept-oct 2005.
- MAGRIN Géraud, « La ruée vers l'or noir : une chance pour sortir l'Afrique de l'impasse », *Défense nationale*, janvier 2007.
- MAURY Frédéric, « Pourquoi ils aiment l'Afrique », *Jeune Afrique* n°2398-2399, janvier 2007.
- NIQUET Valérie, « La stratégie africaine de la Chine », *Politique étrangère*, n°2/2006.
- PERRET Christophe, « L'Afrique et la Chine », *Diplomatie*, janvier-février 2007.
- SERVANT Jean-Christophe, « A la conquête des marchés africains », *Manière de voir* 85, *Le Monde diplomatique*, mars 2006.
- TSIHITENGE LUBABU M. K., « Lune de miel », *Jeune Afrique* n°2372, 2006.

Articles de revues en anglais

- ALDEN Chris, « China in Africa », *Survival*, 2005.
- BROOKS Peter et SHIN Jie Hye, « China's influence in Africa : Implications for the United States », *Backgrounders*, The Heritage Foundation, n°1916, 2006.
- GARVER John W., « China's South Asian Interests and Policies », *U.S.-China Economic and Security Review Commission*, juillet 2005.
- HAIDER Ziad, « Baluchis, Beijing, and Pakistan's Gwadar Port », *Georgetown Journal of International Affairs*, hiver/printemps 2005.
- HURST Cindy, « China's oil rush in Africa », *Energy Security*, juillet 2006.
- SHICHOR Yitzhak, « Sudan : China's outpost in Africa », *China brief*, The Jamestown Foundation, Volume 5, n°21, 2005.
- TAYLOR Ian, « Beijing's arms and oil interests in Africa », *China brief*, The Jamestown Foundation, Volume 5, n°21, 2005.

Sites Internet

Ambassade de la République Populaire de Chine en France : <http://www.amb-chine.fr/fra/jrzg/t230697.htm>

Géostratégie

<http://www.diploweb.com>

Institute for the Analysis of Global Security : <http://www.iags.org>

Questions politico-stratégiques

Institut Français de relations Internationales : <http://www.ifri.org>

Questions énergétiques

Laboratoire d'Economie de la production et de l'Intégration internationale : <http://www.upmf-grenoble.fr/lepii-epe/>

China oil and gas import strategy to 2020 : <http://www.emerging-markets.com/PDF/ChinaOilGasStrategy.PDF>

China's World Quest for Energy security (AIEA) : http://www.iea.org/textbase/nppdf/free/2000/china_2000.pdf

CNPC : <http://161.207.1.180/english/xwygg/news/>

CNOOC : <http://www.cnooc.com.cn/>

SINOPEC : <http://english.sinopec.com/index.jsp>

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	4
1/ L'AFRIQUE, LA TERRE PROMISE.....	5
11/ L'Afrique, un terrain naturellement convoité.....	6
111/ Un intérêt chinois pour l'Afrique dès la conférence de Bandung	6
112/ La dépendance pétrolière chinoise : une préoccupation majeure pour Pékin	7
113/ L'Afrique, une cible privilégiée	9
12/ La Chine à la conquête du pétrole africain	12
121/ Les termes de l'échange.....	12
1211/ La reconnaissance d'une seule Chine	13
1212/ Une aide économique et technique	13
1213/ Un appui diplomatique et militaire	14
122/ Une stratégie tous azimuts	15
1221/ En Angola, une relation déjà ancienne	15
1222/ Au Soudan	16
1223/ Au Nigeria : la politique des petits pas de Pékin	17
1224/ Ailleurs en Afrique	18
2/ LES IMPLICATIONS DE LA STRATEGIE PETROLIERE CHINOISE EN AFRIQUE.....	20
21/ Une nouvelle stratégie militaire et maritime chinoise	20
211/ Le développement de la puissance navale	20
212/ La nouvelle stratégie chinoise de sécurisation de ses voies de transport énergétique	22
2121/ Le Pakistan.....	22
2122/ Le Bangladesh et le Myanmar	23
22/ L'Afrique, terrain d'affrontement entre la Chine et les Occidentaux.....	24
221/ Des tensions économiques.....	24
2211/ L'Afrique est stratégique pour les Etats-Unis	24
2212/ La confrontation économique avec les Etats-Unis	26
222/ Des tensions diplomatiques	28
23/ La ruée chinoise vers l'or noir africain : une chance pour l'Afrique ?.....	30
231/ La « malédiction pétrolière »	30
232/ Vers une amélioration des termes de l'échange ?.....	32
CONCLUSION	34
ANNEXES.....	37
Annexe 1 : Principaux voyages diplomatiques chinois en Afrique en 1963/1964 et en 2006.....	37
Annexe 2 : Appuis de la Chine aux mouvements insurrectionnels de 1949 à 1987/38	
Annexe 3 : Les réserves de pétrole en Chine.....	39
Annexe 4 : Importations chinoises de pétrole en 1995 et en 2005	40
Annexe 5 : Le pétrole en Afrique	41
Annexe 6 : Principaux investissements (production et exploration) des compagnies pétrolières chinoises à l'étranger de 1995 à 2006.....	42
Annexe 7 : « Le collier de perles »	43
BIBLIOGRAPHIE.....	44

